

REPENSER LE SOCIALISME :
QU'EST-CE QUE LA TRANSITION SOCIALISTE ?

— DENG-YUAN HSU & PAO-YU CHING —



ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

38 rue Dunois, 75013 Paris

foreignlanguagespress@gmail.com

Collection “Classiques en Couleurs” #11 (Français)

Édition: Section Francophone—ELE

2^{ème} Édition

Paris, 2020

ISBN: 978-2-491182-45-8

Note de la présente édition:

Cette nouvelle édition de *Repenser le Socialisme* est une version corrigée de la traduction publiée par les Éditions Soleil Rouge en 2018.

Nous avons publié ce livre en un total de 1825 exemplaires en:

- Anglais : 1100 (8 tirages)
- Chinois : 75 (2 tirages)
- Français : 300 (2 tirages)
- Espagnol : 200 (1 tirage)
- Allemand : 150 (2 tirages)



Ce livre et cette traduction sont publiés sous licence CC BY-NC-SA 4.0, qui autorise sa copie et diffusion à titre non-commercial sous réserve de citation de l'auteur et de l'éditeur.

Table des Matières

	Introduction	5
1	Repenser le socialisme: qu'est-ce que la transition socialiste ?	15
	1. Réexaminer les concepts de propriété étatique et de planification économique	17
	2. La Direction de la Transition et la Question du Révisionnisme	24
2	L'expérience concrète de la Chine pendant la transition socialiste	29
	1. La mise en œuvre de projets socialistes et/ou capitalistes	30
	2. Le Double Aspect des Projets Capitalistes et Socialistes au Cours de la Transition Socialiste	46
	3. Concurrence entre Projets Socialistes et Capitalistes	51
	4. La production marchande et la loi de la valeur pendant la transition socialiste	80
	5. Le Parti Communiste Chinois	91
3	Conclusion	123

INTRODUCTION

Mon co-auteur Deng-yuan Hsu et moi-même avons écrit ce document il y a un peu plus de deux décennies. De nombreux changements ont eu lieu depuis lors. Alors que ce document doit être publié sous forme imprimée et que Hsu est décédé en 2009, il me revient d'écrire une introduction pour refléter ma pensée actuelle sur la signification des révolutions russe et chinoise. En relisant ce document plus de 20 ans plus tard, je crois que l'analyse de la transition socialiste en Chine est fondamentalement juste et que durant la transition socialiste et surtout à travers la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, la Chine a fait un grand pas en avant vers le socialisme.

Pour commencer, je citerai à nouveau Lénine :

“Nous ne prétendons pas que Marx ou les marxistes connaissent sous tous ses aspects concrets le chemin du socialisme. Ce serait absurde. Nous connaissons l'orientation de ce chemin, nous savons quelles forces de classe y conduisent, mais ce qu'il est concrètement, pratiquement, c'est l'expérience de millions d'hommes et de femmes qui le montrera, quand ils se mettront à l'œuvre.”

Les deux événements historiques les plus importants du XXe siècle ont été la Révolution russe de 1917 et la Révolution chinoise de 1949.

Ces deux révolutions héroïques ont été menées par l'avant-garde du prolétariat : le Parti communiste de l'URSS et le Parti communiste chinois. Après la révolution, des millions de personnes, des dizaines de millions de personnes et même des centaines de millions de personnes ont pris le chemin du socialisme pendant une longue période – en Union soviétique de 1917 à 1956 et en Chine de 1949 à 1978, et cela même si, en URSS comme en Chine, la transition socialiste n'a réellement commencé qu'après une période de consolidation. Les expériences concrètes de ce que les révolutionnaires russes et chinois ont pu accomplir sont comme des empreintes de pas sur le chemin vers le socialisme. Le bilan de leurs luttes nous a enseigné de nombreuses leçons sur les forces de classe qui faisaient avancer le socialisme vers le communisme et sur les forces de classe qui les bloquaient et les menaient dans la direction opposée. Alors que nous célébrons le centenaire de la révolution russe cette année, nous ne considérons pas la perspective du socialisme comme une feuille de papier vierge, mais bien comme marquée de leçons précieuses, de victoires et de défaites, écrites par les révolutionnaires avec leur sang et leur sueur.

Lorsque mon co-auteur et moi-même avons écrit *Repenser le Socialisme*, nous avons conclu : « Malheureusement, la première série de tentatives pour construire le socialisme a échoué ». Je ne crois plus que ce soit le cas. Au contraire, j'ai fini par comprendre que les tentatives de construc-

tion du socialisme n'ont pas échoué – elles ont été vaincues. Les révolutions socialistes en Union Soviétique et en Chine nous ont montré comment les partis communistes ont mené les révolutions, et comment les ouvriers et les paysans courageux ont suivi leur direction vers la victoire, beaucoup d'entre eux donnant leur vie sur ce chemin. Les transitions socialistes en Union Soviétique et en Chine nous ont également montré qu'il était possible de construire une nouvelle société sans exploitation. Et finalement, elles nous ont montré comment la bourgeoisie a repris le pouvoir politique des mains du prolétariat et a brutalement mis fin au développement socialiste.

Il y a une distinction critique à faire entre déclarer que « le socialisme a échoué » et que « le socialisme a été vaincu ». La distinction se fait selon où l'on situe la contradiction principale. Les leçons que nous tirons de ces deux grandes révolutions socialistes dépendent beaucoup de notre analyse concernant la contradiction principale. Cherchons-nous les racines de l'échec du socialisme, ou cherchons-nous les racines de sa défaite ? *Repenser le Socialisme* a identifié l'existence d'éléments capitalistes pendant la transition socialiste en Chine. Cependant, des analyses et des discussions plus détaillées sont nécessaires pour explorer la manière par laquelle le socialisme a été vaincu. Je me sens obligé d'explorer comment le développement socialiste en Chine, qui a tant accompli pour les masses laborieuses, a finalement été vaincu.

Cela a été l'objet de mon travail actuel.

D'un autre côté, certains marxistes comme Ellen Meiksins Wood croient que le socialisme a échoué. Dans un article écrit par Ellen Meiksins Wood sur le « Manifeste du Parti Communiste après 150 ans » publié dans le numéro de mai 1998 de *Monthly Review* (dont elle était l'ancienne rédactrice), Wood revint au manifeste de Marx pour, entre autres, offrir des explications des "échecs" historiques du socialisme. La prémisse de Wood était que le socialisme a échoué parce que les tentatives n'ont pas été faites « dans le genre de société que Marx considérait comme la juste fondation de la transformation socialiste ». (29) Elle a spécifiquement utilisé l'Union soviétique pour expliquer ses arguments. (Apparemment, la révolution chinoise n'était pas digne de son attention.) Je crois que les conclusions de Wood sur l'échec du socialisme sont une évaluation théorique problématique de Marx et du Manifeste.

En réponse à l'article de Wood, j'ai écrit avec Dao-yuan Chou et Fred Engst une lettre aux rédacteurs de *Monthly Review*. Vu que ce que nous avons alors écrit est toujours pertinent, je le citerai ici longuement :

L'affirmation de Wood selon laquelle Marx croyait que les systèmes capitalistes avancés constituent un terrain fertile pour la transition vers le socialisme est indéniable. Il pensait que les travailleurs

des pays capitalistes avancés seraient ceux qui mèneraient à la transition socialiste. Cependant, les travailleurs de ces pays capitalistes avancés en Europe et aux États-Unis n'ont pas ouvert cette voie — ce sont les ouvriers et les paysans de Russie et de Chine qui l'ont fait.

Ce que Marx n'avait pas prévu était l'émergence de l'impérialisme. Sa domination a changé le paysage, reliant inexorablement les pays capitalistes avancés les uns avec les autres et les pays du [Deuxième Monde et du] Tiers Monde qu'ils contrôlent pour le profit. Pour l'essentiel, l'impérialisme ne développe pas les forces productives dans ses pays « clients ». Dans des pays comme les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande et le Mexique (pour n'en nommer que quelques-uns), il n'existe pas d'illusion que l'exploitation de leurs forces de travail et de leurs ressources naturelles mènera à un développement capitaliste avancé. Ce ne sont que des bassins de travailleurs disponibles pour des emplois peu qualifiés et peu rémunérés dans les usines et dans les champs fertiles que l'industrie agraire saisit et convertit d'une agriculture durable à d'énormes cultures commerciales. Les usines fabriquent des biens et les plantations produisent des aliments pour

l'exportation que les locaux ne peuvent pas utiliser ou se permettre d'acheter. Ce sont des décharges environnementales qui détruisent la terre, l'eau et l'air. La prédiction de Marx sur le développement des forces productives par le capitalisme ne peut être considérée que dans le contexte de l'époque où il l'a écrit, et réexaminée dans le contexte du monde d'aujourd'hui. Mais, exposée dans le contexte de ses autres travaux, culminant dans son chef-d'œuvre *Le Capital*, son analyse globale du capitalisme est toujours juste. Développement capitaliste avancé ou non, Marx a appelé les « prolétaires de tous les pays [à s'unir] ». Cela sonne vrai encore aujourd'hui, un développement socialiste réussi et durable dépend clairement de la défaite du capitalisme et de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

C'est l'interprétation de Wood de ce qu'elle appelle « les conditions préalables de Marx pour une transition du capitalisme au socialisme ... » qui la mène dans le même piège que beaucoup qui démystifient le marxisme et le socialisme comme des rêves utopiques. L'implication ici est que le socialisme en Union Soviétique (et en Chine) a échoué inévitablement, parce qu'il ne répondait pas aux critères énoncés

par Marx dans le manifeste. Marx, cependant, n'a pas écrit en termes de critères et de prérequis. Le Manifeste est, ce que Wood dit dans ses premiers paragraphes, « une déclaration d'intentions courte et dramatique ainsi qu'un appel aux armes ... » (p. 14). Bien qu'il ne soit pas déraisonnable de juger ce très grand travail en termes beaucoup plus larges (p. 15), il est déraisonnable de placer ses qualités visionnaires et prophétiques dans un vide théorique. Des millions de personnes ont et continuent à mettre leur vie en jeu dans la conviction que la réalisation du socialisme est un combat actif, et que les buts et les victoires atteints dans la lutte font partie d'un processus d'apprentissage provoqué par la lutte. Comme l'a dit Mao, "les idées [justes] ne tombent pas du ciel"; c'est-à-dire que la théorie vient de la pratique et revient à la théorie et à la pratique.

Nous n'avons reçu aucune réponse de *Monthly Review*.

Je ne veux pas créer de confusion : je ne pense absolument pas qu'il serait inutile d'entamer une transition socialiste dans les pays les moins développés parce que de telles tentatives seraient vouées à l'échec en raison de leurs conditions matérielles. En tant que tel, dans cette introduction, je souhaite citer la dernière phrase de *Repenser le Socialisme* :

“Le socialisme n’a pas échoué, parce que nous n’avons pas encore franchi son seuil.” Il est peut-être exact de dire que nous n’avons pas encore franchi le seuil du socialisme, si le socialisme est défini comme l’étape inférieure du communisme, parce que pendant la transition socialiste de la Chine, des éléments capitalistes ont existé et se sont même développés. Cependant, je suis tout à fait certaine que pour les centaines de millions de travailleurs et de paysans chinois pendant la transition socialiste, leurs vies ont été fondamentalement changées; leurs vies étaient des dizaines ou des centaines de fois meilleures que leurs vies dans la société semi-féodale et semi-coloniale d’avant la révolution. Je crois aussi fermement que l’expérience de développement socialiste de la Chine peut être émulée par de nombreux pays moins développés, qui ont essayé de développer le capitalisme indépendamment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais qui ont ensuite échoué.

Le socialisme en Chine a été vaincu, mais il n’est pas mort. Il est important de noter que presque quatre décennies après que Deng ait inversé la transition du socialisme au capitalisme, les chinois qui ont vécu les deux périodes ont pu voir les différences fondamentales devant leurs yeux. Ils ont vu le gouvernement dirigé par le prolétariat développer l’économie dans le but de servir les besoins du peuple et comment le peuple a gagné le contrôle dans de nombreuses sphères de la société. Après la prise du pouvoir par la bourgeoisie, le nouveau

régime n'a fait que servir ses propres intérêts et a de nouveau soumis les ouvriers et les paysans chinois à l'exploitation et aux abus de pouvoir. Beaucoup de révolutionnaires de la génération précédente, dont certains ont rejoint l'Armée rouge à l'adolescence et vécu la transition socialiste, décrivent la Chine socialiste comme une toute nouvelle société dans un pays plein d'espoir. Les vieux révolutionnaires ont tant sacrifié pour construire une nouvelle Chine, seulement pour voir leur pays revenir à l'inégalité, à l'injustice, à la corruption et au pourrissement moral qu'ils combattaient si durement. Mais ils ne désespèrent pas. Au contraire, ils observent la montée d'une génération de jeunes révolutionnaires et disent : « Nous sommes vieux et nous ne pouvons plus participer activement à ce nouveau cycle de révolution. Nous sommes donc en train de nous pencher et de fournir notre dos pour que les jeunes révolutionnaires avancent et chargent en avant. » C'est l'héritage de Mao et de la révolution chinoise qu'il mena jusqu'à sa mort en 1976.

PAO-YU CHING
WALNUT CREEK, CALIFORNIE
12 JUIN 2017

Chapitre 1

REPENSER LE SOCIALISME: QU'EST-CE QUE LA TRANSITION SOCIALISTE ?

La transition socialiste est la période au cours de laquelle une société non-communiste se transforme en une société communiste. Pendant la transition socialiste, il n'y a pas de chemin prédéterminé par lequel les politiques et les événements peuvent être jugés pour déterminer si cette voie est suivie. Au lieu de cela, l'analyse de la transition socialiste dépend de la direction générale de la transition. Par conséquent, un seul événement isolé ne peut déterminer si la transition est socialiste ou capitaliste. Nous n'avons pas de chemin prédéterminé et, par conséquent, nous n'avons pas de critères précis pour mesurer notre évaluation. Comme le disait Lénine :

« Nous ne prétendons pas que Marx ou les marxistes connaissent sous tous ses aspects concrets le chemin du socialisme. Ce serait absurde. Nous connaissons l'orientation de ce chemin, nous savons quelles forces de classe y conduisent, mais ce qu'il est concrètement, pratiquement, c'est l'expérience de millions d'hommes et de femmes qui le montrera, quand ils se mettront à l'œuvre. »¹

¹ *Paysans et ouvriers* dans *Œuvres Complètes*, vol. 21, p. 133, New York : International Publishers, 1932.

Il y a cependant quelques directives générales et larges sur la direction de la transition vers le communisme. La plupart admettent généralement que le socialisme (ou ce que Marx appelait l'étape inférieure du communisme) est une étape de développement où les producteurs directs prennent le contrôle des moyens de production et où la distribution est faite « à chacun selon son travail ». Sous le capitalisme, les capitalistes possèdent les moyens de production et les producteurs directs n'ont aucun contrôle. Puisque le but de la production sous le capitalisme est la valorisation de la valeur, les capitalistes doivent extraire sans relâche autant de survalueur que possible des travailleurs. D'un autre côté, le but de la production sous le socialisme est de produire des produits de valeur d'usage pour répondre aux besoins de la population. Ainsi, le socialisme représente un changement fondamental dans les rapports de production capitalistes : il est l'antithèse du capitalisme. Ces directives générales donnent la direction, qui est un processus de développement de la transformation des rapports de production de la production marchande à la production non marchande. En conséquence, il doit y avoir des changements fondamentaux dans les aspects politiques, sociaux et culturels de la société. La transition socialiste n'est nullement une transition douce ; elle est marquée par de nombreux rebondissements. Les reculs attendus se produisent. Cependant, la direction générale est toujours claire. En raison de certaines

circonstances, des reculs sont parfois nécessaires avant des avancées. Dans de tels cas, les raisons des reculs devraient être clairement expliquées.

1. RÉEXAMINER LES CONCEPTS DE PROPRIÉTÉ ÉTATIQUE ET DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE

A. La propriété étatique des moyens de production n'équivaut pas à des relations de production socialistes

Dans les pays qui ont essayé d'établir le socialisme, l'État a d'abord pris l'initiative de nationaliser les industries. Par conséquent, le transfert légal des moyens de production à l'État a souvent été considéré comme le début du socialisme. En d'autres termes, l'analyse conventionnelle assimile souvent la propriété d'État des moyens de production au socialisme. Nous sommes en désaccord avec une telle analyse, car lorsque le transfert légal se produit, il n'y a aucun moyen de juger la nature de la transition : socialiste ou capitaliste. Ainsi, nous ne considérons pas le transfert légal des moyens de production à l'État comme le point de départ du socialisme. Le changement de propriété légale n'est qu'un point de référence ; c'est simplement un indice qui marque le développement historique jusqu'à cette époque. Le changement de propriété légale ouvre la possibilité à des changements futurs. Que la transition soit socialiste ou capitaliste dépend des événements concrets qui viennent après les transferts légaux.

Nous devons d'abord clarifier le sens de la propriété d'État. La propriété étatique existe à la fois dans un système capitaliste et dans la période de transition vers le communisme. La propriété d'État signifie simplement que l'État exerce un contrôle effectif sur les moyens de production. Pendant la période de transition, la propriété d'État n'implique en aucun cas un changement dans les relations de production. Sous le capitalisme, l'appareil d'État peut exercer un contrôle effectif sur les moyens de production de certaines entreprises et les posséder. L'État a de nombreuses raisons de s'approprier les moyens de production de certaines entreprises dans un pays capitaliste. La raison la plus évidente est probablement le fait que la propriété étatique permet à l'État d'orienter, de façon limitée, la direction du développement et sert ainsi à compléter et à renforcer l'accumulation de capital tant dans le secteur public que privé. Par exemple, l'État peut posséder de grandes entreprises dans les services publics, les transports, les communications, les banques, etc. Une autre raison pour la propriété d'État sous le capitalisme dans les pays du Tiers Monde est de défendre certaines entreprises contre une prise de contrôle étrangère. Lorsqu'un pays du Tiers-Monde essaie de développer son économie de manière indépendante et que son capital privé national est très faible, la propriété de l'État est souvent le seul moyen de repousser les capitaux étrangers.

Dans notre analyse de la période de transition

entre le capitalisme et le communisme, la distinction entre le transfert légal de la propriété des moyens de production à l'État et le début de la transition socialiste est très importante pour clarifier la question du révisionnisme. Dans de nombreux pays, y compris la Chine, le Parti communiste a affirmé et continue de prétendre qu'il pratique le socialisme, parce que la majorité de ses industries sont toujours détenues par l'État, alors qu'en fait la transition est déjà passée du socialisme au capitalisme. À l'heure actuelle, le Parti communiste chinois utilise la propriété étatique comme un indicateur de la pratique du socialisme afin de légitimer sa domination. Comme nous l'avons expliqué précédemment, la propriété étatique existe à la fois dans le système capitaliste et pendant la période de transition. Ainsi, la propriété de l'État n'indique ou n'exprime aucunement les relations de production.

Marx distingue le changement légal du changement réel dans les relations de production. Marx critiquait M. Proudhon, parce que Proudhon considérait l'aspect légal, et non la forme réelle, comme exprimant les rapports de production². Pour la même raison, nous différons de l'usage traditionnel chinois du terme. Après que le Parti

² Voir Karl Marx, *Lettre à P. V. Annenkov*, 28 décembre 1846 dans Karl Marx et Frederick Engels, *Œuvres Choisies*, vol. 2, cinquième impression, Éditions en Langues Etrangères, Moscou, 1962, pp. 441-452. Aussi, voir Karl Marx, *Sur Proudhon, lettre à JB Schweitzer*, 24 janvier 1865, dans Karl Marx, *La misère de la philosophie*, Pékin, Éditions en Langues Etrangères, 1978, p. 215.

communiste ait renversé les nationalistes et établi le gouvernement populaire en 1949, le nouveau gouvernement a confisqué tout le capital bureaucratique et le capital étranger. Il a nationalisé toutes les principales propriétés dans les domaines du transport, des communications et de la manufacture. Puis, en 1952, il a accompli la réforme agraire. Après 1952, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour nationaliser le capital privé restant et pour lancer des mouvements coopératifs dans l'agriculture. En 1956, il a achevé la nationalisation de l'industrie et la collectivisation de l'agriculture. Le gouvernement a légalement transféré la propriété des moyens de production à l'État et aux collectivités. La Chine a appelé (et appelle encore) la période entre 1952 et 1956, la transition vers le socialisme, et la période depuis 1956, le socialisme. Selon notre analyse, au cours de la période 1949-1978, l'État a institué des politiques qui indiquaient clairement la direction de la transition vers le communisme. Par conséquent, la transition était socialiste. D'autre part, les politiques de la réforme de Deng depuis 1979 ont clairement indiqué que la direction a été inversée vers le capitalisme. Par conséquent, la transition depuis 1979 est capitaliste.

L'analyse ci-dessus ne doit pas être interprétée comme signifiant que la propriété étatique des moyens de production n'est pas nécessaire pendant la transition socialiste et justifie ainsi la privatisation massive qui a été menée en Chine sous la

réforme de Deng. Nous expliquerons ce point plus loin dans notre analyse ci-dessous et nous expliquerons également la différence entre la propriété légale et la propriété économique.

B. La participation de l'État à la planification n'équivaut pas à une économie socialiste

La planification plutôt que le marché, voilà une autre mesure utilisée par l'analyse conventionnelle pour distinguer la transition capitaliste et socialiste. Ce type d'analyse assimile souvent la planification au socialisme et le marché au capitalisme. Comme la propriété publique, l'État dans le système capitaliste utilise également la planification comme un instrument pour orienter la direction de l'économie. Dans de nombreux pays capitalistes, l'État participe à la planification, qui peut avoir lieu avec ou sans transfert légal de la propriété à l'État. Bien qu'il varie d'un pays capitaliste à l'autre, l'appareil d'État dans les pays capitalistes a joué un rôle important tant dans la production directe (à travers la propriété d'état) que dans la planification. La question de l'étendue de la participation de l'État à ces activités a été débattue parmi les économistes bourgeois (et aux États-Unis entre conservateurs et libéraux) dans les pays capitalistes pendant de nombreuses décennies. La contradiction fondamentale du capitalisme repose entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production. Tant que le système capitaliste existe, cette contradiction intrinsèque se

manifeste par des crises périodiques de plus en plus profondes. Depuis la Grande Dépression, l'État dans les pays capitalistes a tenté de résoudre les problèmes résultant de cette contradiction fondamentale. L'État a utilisé le pouvoir qui lui est conféré pour réguler les cycles économiques à travers les politiques budgétaires et monétaires keynésiennes. Pour faire face au problème de la fluctuation économique et de la stagnation à long terme, l'État a également participé activement à la construction d'infrastructures publiques et à la gestion de la force de travail (programmes d'emploi, d'éducation et de formation, chômage et bien-être social). Grâce à des politiques de crédit (faible intérêt et prêts garantis), le gouvernement fédéral américain aide à l'expansion de l'industrie du logement. La construction militaire stimule l'industrie de la défense. L'État contribue également à réguler les marchés financiers afin de faciliter le lien entre capital financier et capital productif. Dans le domaine de la circulation, l'État réglemente et promeut le commerce national et international. Pour accentuer la compétitivité des entreprises américaines sur le marché international, le gouvernement américain fournit des subventions et des crédits d'exportation aux entreprises. Les gouvernements locaux se joignent également à eux en offrant aux entreprises «l'environnement d'investissement le plus favorable», ce qui inclut la provision aux entreprises de routes, de terrains, d'électricité et de rabais fiscaux. Le but de l'engagement de l'État dans toutes ces

activités est de faciliter l'accumulation de capital, mais les dépenses engagées sont payées par les contribuables, dont la majorité est composée de travailleurs et de travailleuses.

Dans d'autres pays capitalistes avancés, la participation de l'État à la planification est encore plus étendue. Au Japon, par exemple, l'État a des plans à court et à long terme qui donnent des indications sur les taux de croissance, la consommation d'énergie, les besoins en main-d'œuvre, etc. Dans les pays en développement, la planification étatique joue également un rôle important rôle. À Taiwan, par exemple, l'État a activement promu une économie de croissance tirée par les exportations. Il projette le besoin de futures infrastructures publiques pour faciliter le transport des marchandises à l'exportation. L'État a également participé directement à la planification de la consommation d'énergie et à la production de matières premières destinées à l'exportation (acier et plastique, etc.). Par conséquent, c'est un mythe que dans les pays capitalistes, il existe un « système de libre entreprise » qui repose uniquement sur le mécanisme du marché pour fonctionner. La planification n'est pas le contraire du marché – les deux se complètent mutuellement dans un système capitaliste.

L'intervention de l'État par le biais de la propriété publique ou de la planification ne peut cependant pas changer la nature fondamentale du capitalisme. Beaucoup d'économistes interventionnistes et régulateurs dans les pays capitalistes

ont un vœu pieux que l'État puisse jouer un rôle majeur dans la modification du but de la production, de l'accumulation du capital à la satisfaction des besoins du peuple. Ils ne réalisent pas que l'accumulation de capital est fondamentale pour le système capitaliste ; ce but ne peut pas être modifié à volonté. Au lieu de cela, l'État joue un rôle important en facilitant l'accumulation de capital. Tout au plus, l'État peut-il influencer, dans une mesure très limitée, l'appropriation des produits entre le capital et le travail, afin de maintenir la stabilité de la société, ce qui n'a été fait que lorsque le prolétariat a pu exercer des pressions.

En conclusion, de vieux concepts tels que la propriété étatique des moyens de production et la planification économique de l'État ne nous aident en aucune façon à clarifier la question de ce qu'est le socialisme. Au lieu de cela, ils nous compliquent davantage la tâche. Il est donc nécessaire pour nous de rechercher de nouveaux concepts pour notre analyse.

2. LA DIRECTION DE LA TRANSITION ET LA QUESTION DU RÉVISIONNISME

Nous croyons que la question du révisionnisme devrait être déterminée par la direction de la transition, plutôt que de savoir si l'État possède toujours les moyens de production ou s'il pratique encore la planification étatique. La transition capitaliste, c'est-à-dire le révisionnisme, commence lorsque la machine d'État inverse la direction de la tran-

sition du socialisme/communisme au capitalisme. Cela ne signifie pas que, à ce stade, les révisionnistes sont en mesure de compléter la transformation des rapports de production du socialisme au capitalisme. La transformation elle-même prend du temps, comme nous l'avons vu dans l'ex-Union soviétique, dans les pays d'Europe de l'Est et en Chine. En outre, nous ne pouvons pas juger de la direction de la transition en examinant une politique unique ou un événement isolé. Au lieu de cela, les politiques doivent être évaluées en totalité. Nous introduisons donc deux nouveaux concepts – les projets capitalistes et les projets socialistes – comme outils pour notre analyse.

Le but des projets capitalistes est d'orienter la société vers le capitalisme. Les projets capitalistes sont des moyens concrets d'établir, de maintenir ou de renforcer les rapports de production capitalistes et d'établir, de maintenir ou de renforcer une relation dominant/dominé entre les propriétaires des moyens de production et les producteurs directs. Le but de la production dans les projets capitalistes est la valorisation de la valeur. Si l'État est en mesure de continuer à mettre en œuvre des projets capitalistes de manière persistante pendant la transition, il finira par retirer aux producteurs directs tout contrôle sur les moyens de production ou sur le produit de leur travail. En développant les projets capitalistes, l'État (ou le capital privé) est en mesure d'accélérer l'accumulation du capital en extrayant de plus en plus de survaleur des tra-

vailleurs. La répartition des projets capitalistes est basée sur la taille du capital (constant et variable) et non sur la quantité de travail apportée.

Les projets socialistes, diamétralement opposés aux projets capitalistes, sont dirigés vers le communisme, où les producteurs directs contrôlent les moyens de production et le produit de leur travail. Dans le cadre des projets socialistes, la distribution se fera d'abord en fonction de la quantité de travail fournie, avec une considération sérieuse accordée à la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple. Plus tard, lorsque les forces productives seront pleinement développées, la distribution sera faite selon les besoins. Les projets socialistes sont des projets conçus pour renforcer l'intérêt de classe à long terme du prolétariat ; ils ne sont pas les mêmes que les soi-disant programmes de protection sociale dans les pays capitalistes avancés. Les projets socialistes sont des politiques économiques (programmes) dérivées de décisions politiques. C'est le sens de ce que Mao a dit à propos de la « politique au poste de commande ». Les projets socialistes sont conçus pour restreindre, contenir et interrompre l'accumulation de capital étatique et/ou privé.

Nous devons souligner ici qu'un projet socialiste n'est pas simplement un programme économique. Il inclut des aspects sociaux, politiques et idéologiques. En fait, tous ces aspects ne peuvent être séparés les uns des autres. La même chose est vraie pour un projet capitaliste. De plus, le projet

socialiste n'existe pas avec des caractéristiques fixes et inchangées. Au contraire, le projet socialiste lui-même doit passer par des changements fondamentaux au cours de la transition vers le socialisme/communisme. Nous utiliserons des exemples concrets pour élaborer ce point plus tard.

Pendant la transition socialiste, des projets socialistes et des projets capitalistes sont nécessaires. Par conséquent, nous ne pouvons pas juger la direction de la transition par une politique unique ou un événement isolé. Au lieu de cela, nous devons regarder le développement global pour déterminer la direction de la transition. Dans l'analyse suivante de la transition chinoise, nous utiliserons des exemples concrets pour montrer pourquoi des projets capitalistes et des projets socialistes devaient coexister pendant la transition socialiste, mais également que les projets socialistes rivalisaient et remplaçaient les projets capitalistes pour faire avancer la société. En outre, nous donnerons des exemples concrets pour montrer comment les révisionnistes ont pu inverser la direction de la transition en mettant en œuvre un ensemble de projets capitalistes bien coordonnés.

Chapitre 2.

L'EXPÉRIENCE CONCRÈTE DE LA CHINE PENDANT LA TRANSITION SOCIALISTE

Comme nous l'avons expliqué plus tôt, il existe des lignes directrices générales sur la direction de la transition vers le communisme. Au cours de ce que Marx a appelé l'étape inférieure du communisme, le développement atteint un stade où les producteurs directs prennent le contrôle des moyens de production et où la distribution est faite « à chacun selon son travail ». Avec cette ligne directrice générale à l'esprit, nous pouvons apprendre beaucoup des expériences de la Chine en étudiant les événements historiques concrets des quarante dernières années. Dans son ensemble, l'analyse d'événements historiques et des politiques concrètes en Chine entre 1949 et 1978 indiquait clairement que la direction de la transition était vers le communisme. Par conséquent, c'était une période de transition socialiste. Les réformes de Deng en 1979 ont brutalement mis fin à la transition socialiste et inversé la direction vers le capitalisme. Les politiques concrètes sous la direction de Deng au cours des 16 dernières années indiquent clairement que leur direction a été vers le capitalisme. Ainsi, la période de 1979 à aujourd'hui est la transition capitaliste.

Dans notre analyse nous présenterons des exemples concrets pour démontrer pourquoi la transi-

tion entre 1949 et 1978 était socialiste et comment la direction de la transition a été renversée par la direction des réformes de Deng depuis 1979.

Nous examinerons les politiques de différentes périodes pour voir si elles devaient instituer des projets capitalistes ou des projets socialistes.

1. LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS SOCIALISTES ET/OU CAPITALISTES

A. De la réforme agraire aux communes populaires dans le secteur collectivisé³

Pendant la période de transition vers le socialisme, des projets socialistes et capitalistes coexistent. Par exemple, pendant la transition socialiste en Chine (1949-1978), la réforme agraire elle-même était un projet capitaliste. Cependant, la réforme agraire était également une partie nécessaire de la stratégie socialiste à long terme. Entre 1949 et 1952, la réforme agraire a été achevée dans les zones nouvellement libérées de la campagne chinoise. Pour la première fois de leur vie, des centaines de millions de paysans possédaient une parcelle de terre, avec une moyenne de 0,2 hectare par habitant. Ils ont cultivé leur terre avec beaucoup d'enthousiasme. La production de céréales et de

³ Les exemples que nous utilisons pour expliquer les projets socialistes et capitalistes dans le secteur collectif sont tous liés à l'agriculture. Cependant, il y avait aussi des industries dans le secteur collectif. Il y avait aussi beaucoup de collectivisation dans les villes, quand, dans les années 1970 les quartiers se sont organisés pour produire de petits produits industriels.

coton a augmenté rapidement au cours de la période de trois ans entre 1949 et 1952. Cependant, en 1953 et 1954, la production de céréales a stagné et la production de coton a diminué fortement au cours des deux années⁴.

Après cent ans de destruction par les guerres et encore plus d'années de négligence totale par les propriétaires fonciers, l'environnement naturel de la Chine pour l'agriculture était très fragile, et ses terres arables extrêmement rares étaient infertiles. En plus de posséder de très petites parcelles de terres arides, la majorité des paysans possédaient très peu d'outils de production. Parmi les ménages paysans pauvres et moyens-inférieurs, qui représentaient 60 à 70% de la paysannerie chinoise, beaucoup ne possédaient même pas de charrue, encore moins d'autres outils agricoles ou animaux de trait. Sans outils agricoles, l'enthousiasme seul ne pouvait plus continuer à augmenter la production. De plus, en 1953 et 1954, les inondations et la sécheresse ont affecté de vastes zones agricoles. Les paysans individuels qui se tenaient seuls étaient sans défense contre de telles catastrophes naturelles. En outre, tout accident personnel, comme la maladie ou la mort d'un membre de la famille, obligeait une famille paysanne à s'endetter. Lorsque la dette a commencé à monter à travers l'usure, beaucoup de paysans ont été forcés à vendre leurs terres.

⁴ Voir Su Xing, *La lutte de deux lignes, socialiste contre capitaliste, après la réforme agraire*, Jing Jin Yan Jiu, 1965, no. 7, p. 24.

Avant le début du mouvement coopératif, les activités de vente de terres et d'emprunts privés avaient commencé à augmenter, tout comme le nombre de paysans qui s'étaient engagés comme fermiers.⁵ S'il n'y avait pas eu de mouvement coopératif, la tendance aurait été de polariser davantage la paysannerie et de reconcentrer la propriété foncière.

Vers 1954, lorsque les paysans se sont organisés en équipes d'entraide, ils essayaient de trouver une issue à leur situation difficile. Dans les équipes d'entraide, les membres partageaient leurs instruments de production (animaux de trait, houes, charrettes, etc.) et leur force de travail pour augmenter la production. Ils sont passés de la force de travail humaine à l'utilisation d'animaux de trait. Puis, en 1955, les paysans sont allés plus loin et ont organisé des coopératives élémentaires. Dans ces coopératives élémentaires, les membres qui possédaient des instruments de production les prêtaient à la coopérative et recevaient une part de la production en retour. Les équipes d'entraide et les coopératives élémentaires étaient aussi des projets capitalistes. Cependant, les deux étaient des étapes nécessaires vers l'organisation des coopératives avancées et des communes populaires, et faisaient donc partie de la stratégie socialiste globale. Les coopératives avancées ont été organisées en 1958 avec le mouvement du Grand Bond en Avant. Au niveau coopératif avancé, les paysans qui possé-

⁵ *Ibid.*

daient leurs instruments de production les vendaient aux coopératives. La distribution à ce niveau n'était faite qu'en fonction du travail fourni ; les membres ne recevaient plus une part de la production en fonction de la quantité de capital (travail mort) qu'ils possédaient. Avant la distribution, les impôts étaient d'abord payés, puis une partie du revenu brut était mise de côté dans le fonds d'accumulation à des fins d'investissement. Le reste était distribué aux membres de l'équipe en fonction de la quantité de travail contribué au cours de l'année. Donc, en ce qui concerne la distribution, la coopérative avancée était un projet socialiste.

C'est précisément parce que la réforme agraire, les équipes d'entraide et les coopératives simples étaient des projets capitalistes que Mao pensait que le Parti communiste chinois devait organiser les coopératives avancées et les communes populaires. Sinon, ce serait le développement capitaliste, au lieu du socialisme, qui se produirait. C'est à ce moment que les opposants de Mao au Parti communiste chinois se sont farouchement opposés au passage à la prochaine étape. Il est important de noter que la réforme agraire n'a fait que détruire le régime foncier lorsque la terre a été retirée de la vieille classe des propriétaires fonciers et distribuée aux paysans. Dans de nombreux cas, y compris en Chine, la situation après la réforme agraire n'était pas stable, car les ménages paysans qui possédaient une petite parcelle de terrain et presque aucun instrument productif, ne pouvaient pas subvenir

à leurs besoins. En Chine, peu après la réforme agraire, certains paysans ont commencé à vendre leurs terres en raison de malheurs personnels et/ou de catastrophes naturelles. Dans de nombreux pays du tiers monde, la situation était similaire : après la réforme agraire, les paysans ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins et ils devaient finalement vendre leurs terres aux propriétaires de grandes fermes commerciales. Dans ces cas, la réforme agraire a simplement transféré la terre de la vieille classe des propriétaires fonciers à une nouvelle classe capitaliste, aidant ainsi le développement capitaliste.

Le système communal, créé en 1958, était l'identité politique et administrative qui intégrait l'organisation économique de la coopérative avancée. Dans le système communal, il existait trois niveaux de propriété des moyens de production : la commune, la brigade et l'équipe. Les communes possédaient de grands instruments de production, y compris des systèmes d'irrigation et de drainage et des stations électriques, accessibles à tous les membres des communes. Au niveau suivant, la brigade de production possédait des instruments que toutes les équipes pouvaient utiliser, y compris des stations de broyage, des stations de couture, etc. De plus, à partir du milieu des années 1960, les communes et les brigades commencèrent à construire et à posséder des unités industrielles qui produisaient une grande variété de produits. L'équipe était l'unité de comptabilité de base où le travail était assigné aux membres, et leurs points

de travail (gong fen) étaient enregistrés et payés en conséquence après déduction des impôts, fonds de capitalisation, fonds d'aide social et quota de grain. Le fonds d'accumulation servait à investir dans les outils agricoles, la machinerie et l'équipement, et le fonds d'aide sociale servait à aider les ménages qui n'avaient pas de main-d'œuvre productive. Chaque membre de l'équipe (jeune ou vieux, productif ou improductif) avait droit à une certaine quantité de grain d'où le terme de «quota de grain». Entre 1958 et 1978, sous la direction de Mao Zedong jusqu'à sa mort en 1976, les forces de classe qui soutenaient les communes (en tant que projet socialiste) promouvaient des politiques qui favorisaient davantage le contrôle des producteurs directs et des politiques qui solidifiaient l'alliance entre ouvriers et paysans.

Dans le système communal, un jeune membre fort de l'équipe, qui accomplissait le travail le plus exigeant, qui requérait de l'expérience et des compétences, gagnait au maximum dix points de travail par jour travaillé. (Pour qu'un membre de l'équipe gagne les dix points maximum de travail par jour, il devait aussi avoir une bonne attitude envers le travail et être utile aux autres.) S'il travaillait 300 jours par an, il gagnait 3 000 points de travail au cours de l'année. Un autre membre plus âgé et/ou plus faible, qui effectuait un travail moins pénible nécessitant moins d'expérience et/ou de compétences ne gagnait, disons, que six points de travail par jour travaillé. Si cette personne travail-

lait 200 jours par an, elle gagnait 1 200 points de travail au cours de l'année. Le nombre de points de travail par jour que chaque membre gagnait était discuté et décidé par tous les membres de l'équipe lors de leurs réunions. Avec ces points de travail, chacun réclamait une part du revenu net (après la déduction pour le fonds d'accumulation, le fonds d'aide social et le quota de grain) de l'équipe. La valeur d'un point de travail en termes d'argent était calculée par le revenu net (après déductions) de l'équipe, divisé par le nombre total de points de travail reçus par tous les membres de l'équipe. Les membres de l'équipe recevaient une partie de leurs points de travail dans le grain (en plus du quota de grain) et une partie en espèces. La différence de revenu entre le membre le plus fort et le membre le plus faible de l'équipe était limitée à moins de trois pour un. Les membres jeunes, âgés et faibles recevaient leur quota de grains non pas en fonction du travail mais de leurs besoins. Le projet socialiste a éliminé les revenus du travail non productif et a limité les écarts de revenus. En d'autres termes, la quantité de travail effectuée en fonction de l'intensité du travail et/ou de l'expérience, des compétences et de l'attitude des travailleurs déterminait en grande partie la distribution des produits.

Les membres de l'équipe de la commune avaient aussi leurs propres parcelles privées (un élément capitaliste) où ils plantaient des légumes et élevaient des poulets et un ou deux cochons pour compléter leur régime alimentaire ou pour vendre

ces produits contre de l'argent. La taille de ces terrains privés était limitée et le faible revenu que les familles tiraient de leurs terrains privés provenait principalement de leur propre travail. Toutefois, si les lots privés étaient autorisés à s'étendre sans limites (voir la section « Trois libertés et un contrat » ci-dessous), les ventes plus importantes des lots donnaient aux familles l'argent nécessaire pour acheter de nouveaux outils de production. D'autre part, tant que les paysans pouvaient gagner plus d'une journée de travail dans leurs lots privés que l'équivalent en points de travail d'une journée de travail dans l'équipe, les convaincre d'abandonner les terrains privés était difficile. Dans les années 1970, les parcelles privées dans certaines communes très riches ont commencé à disparaître, car les ateliers industriels construits par les brigades et les communes au milieu des années 1960 ont commencé à prospérer et la valeur des points de travail a augmenté en conséquence. Plus la valeur des points de travail était grande, plus les membres de l'équipe pouvaient gagner en travaillant pour l'équipe plutôt que dans leurs lots privés.

Le système communal, un projet socialiste, a profité à la majorité des paysans. Pour la première fois depuis des milliers d'années, la plupart des paysans chinois vivaient en sécurité. Grâce au quota de grain, ils avaient assez à manger. Grâce à l'argent gagné avec les points de travail, ils achetaient des vêtements, des chaussures, des serviettes, du savon, des bouteilles d'eau chaude et les autres nécessités

de la vie. Leurs enfants allaient à l'école et recevaient une éducation. Les médecins aux pieds nus s'occupaient alors de leurs besoins médicaux mineurs et il y avait des hôpitaux communaux ou de comté pour les maladies les plus graves. Même s'ils devaient payer eux-mêmes une partie des coûts médicaux des principales maladies, ces coûts étaient faibles. Au printemps, ils n'avaient pas à s'inquiéter de l'achat de semences et d'engrais. Le fonds d'accumulation prenait soin de remplacer les vieux outils et d'en acquérir de nouveaux. Au moment de la récolte, ils n'avaient pas à se soucier de vendre leurs récoltes ou de faire fluctuer les prix du marché. Les ménages qui n'avaient pas de travail productif recevaient les cinq garanties minimales : nourriture, logement, soins médicaux, soins aux personnes âgées et frais d'enterrement des morts. Pendant les mois d'hiver, lorsque le travail agricole était lent, les communes organisaient leurs membres pour construire des infrastructures, telles que des systèmes d'irrigation et de drainage, des routes et des stations électriques. Ils investissaient également leur travail lourdement dans la terre en la terrassant, en remplissant les petites criques de terre, et en joignant de petits morceaux de terre ensemble pour préparer l'utilisation de machines agricoles. Au cours des années 1970, les communes ont répondu à l'appel « Apprenez de Dazhai », et jusqu'à 80 millions de paysans ont participé à des travaux de construction de terrains agricoles chaque année, accumulant au total huit

milliards de journées de travail dans les terres. Au début et au milieu des années 1970, on estimait que 30 pour cent de la main-d'œuvre rurale totale était consacrée à l'investissement foncier et à la construction d'infrastructures.⁶

Le revenu que les paysans recevaient dans le cadre du système de distribution de la commune consistait essentiellement à faire face à leurs frais de subsistance ; le fonds d'accumulation était déjà déduit du revenu total avant d'être distribué aux paysans. Le fonds d'accumulation prenait soin de l'investissement pour des projets de développement à long terme. Lorsque les paysans avaient plus de revenus qu'ils n'en avaient besoin pour leurs dépenses quotidiennes, ils les épargnaient en tant que fonds de prévoyance et pour l'achat d'articles de luxe tels que des vélos, des machines à coudre, des montres et des radios. Dans le système communal, les paysans avaient peu ou pas d'opportunité de transformer leur épargne en capital.

Même si la majorité des communes se sont très bien comportées, il y avait un nombre important de communes pauvres. Ces communes pauvres avaient des terres infertiles dans les zones où l'incidence des inondations et/ou de la sécheresse était la plus élevée. Chaque année, il y avait peu de surplus, donc peu d'argent pouvait être investi pour accroître la production. Ces communes devaient

⁶ Thomas G. Rawski, *Croissance et emploi en Chine* (publié pour la Banque mondiale, Oxford University Press, 1979), pp. 7-8.

souvent compter sur des aides d'État, mais les aides d'État étaient limitées. Sous la propriété collective, la répartition au sein d'une équipe et d'une brigade était équitable, mais en même temps les brigades/communes riches s'enrichissaient et les brigades/communes pauvres devenaient plus pauvres. Les différences de revenus se sont élargies après le milieu des années 1960, lorsque les brigades et les communes ont commencé à développer leurs propres industries. Les brigades/communes excédentaires ont pu investir dans ces industries et, à leur tour, accumuler encore plus de capital. Certaines ont également eu l'avantage d'être bien situées à proximité des grandes autoroutes ou des chemins de fer. Ainsi, elles étaient en mesure de vendre les produits industriels qu'elles produisaient en dehors de la zone la plus proche. Les communes pauvres avaient généralement des terres infertiles et étaient situées dans des zones où le système de transport était inadéquat. C'était la limitation de la propriété collective. Lorsque la brigade était prospère en raison de l'expansion de ses industries, les avantages n'allaient que jusqu'aux membres de la brigade. L'échange entre les brigades était basé sur un échange de valeur égale. Par conséquent, même dans une commune, il y avait des brigades plus riches et d'autres plus pauvres. La loi de l'échange égal s'appliquait aussi à l'échange entre les communes. À la fin des années 1970, le ratio des revenus entre les communes riches et pauvres pouvait être de un à dix. La propriété collective ne peut

donc pas résoudre le problème de l'élargissement des écarts de revenus dans les campagnes. L'État a tenté de modérer les écarts de revenus par des aides d'État, mais les aides d'État aux régions les plus pauvres ont été limitées. À moins que l'unité de compte puisse être étendue, le développement inégal deviendrait pire. Mao s'inquiétait de la coexistence de deux types de propriétés – la propriété d'État et la propriété collective – et il était tout à fait conscient de la nécessité de résoudre cette contradiction avant qu'elle ne s'aggrave.

B. Projets socialistes dans le secteur public⁷

Comme nous l'avons expliqué plus haut, le transfert légal de la propriété des moyens de production à l'État en 1956 ne peut être utilisé pour indiquer le point de départ du socialisme. Ce sont les politiques après le transfert légal qui ont déterminé si la transition était socialiste ou capitaliste. Sur la base de politiques concrètes, les entreprises publiques entre 1956 et 1978 étaient des projets socialistes. Pendant cette période, l'État a exercé un contrôle effectif sur ces entreprises. Les entreprises individuelles possédaient les moyens de production, mais l'État limitait cette possession par le biais du contrôle politique. L'État interdisait aux entreprises individuelles d'acheter ou de

⁷ Les exemples que nous utilisons pour expliquer les projets socialistes dans le secteur public se passent dans les industries appartenant à l'État. Les fermes d'État sont aussi des projets socialistes.

vendre sur le marché. L'État, en établissant le plan économique, déterminait ce que chaque entreprise produisait, y compris les catégories de produits et la quantité dans chaque catégorie. Dans le plan économique, l'État déterminait le « prix » des produits « vendus » par l'entreprise à l'État, ainsi que le « prix » des matières premières et des machines que les entreprises « achetaient » à l'État. Les entreprises recevaient également des salaires de l'État, qui servaient directement à payer les salaires et les avantages sociaux des travailleurs. À la fin de chaque année, les entreprises remettaient à l'État leurs « bénéfices » (« revenus » moins « coûts hors dépréciation »). L'État subventionnait les entreprises qui subissaient des « pertes ». Ensuite, selon le plan économique, l'État affectait des fonds à différentes entreprises pour l'achat de nouvelles machines et de nouveaux équipements et/ou pour construire de nouveaux bâtiments et de nouvelles usines pour une reproduction élargie. En Chine, l'État a pu imposer toutes ces limitations légales aux entreprises individuelles; de fait, l'État a dominé la possession des entreprises. En d'autres termes, l'État avait à la fois la propriété légale et le contrôle économique des moyens de production. (La distinction entre la propriété légale et la propriété économique est importante.) Pourtant, il y avait des éléments de capital privé dans les entreprises d'État. Jusqu'à la Révolution culturelle, les capitalistes recevaient encore des dividendes fixes, et ils étaient encore impliqués dans la gestion des

entreprises d'État. Cependant, ils étaient soumis à un contrôle étatique strict et, avec l'expansion des entreprises publiques, la part relative des capitaux privés a considérablement diminué.

Les entreprises d'État étaient des projets socialistes et la direction des entreprises d'État était d'éliminer progressivement la production marchande et le travail salarié. Au cours de la période 1956-1978, la réalité économique correspondait à la limitation légale imposée aux entreprises. L'État a pris aux entreprises (unités de production) la responsabilité du « profit » ou de la « perte ». Les entreprises vendaient tous leurs produits à l'État à des prix préétablis, ce qui laissait peu de place aux gestionnaires des entreprises d'État individuelles pour participer au processus de valorisation de la valeur. Lorsque les projets socialistes ont été incorporés dans la planification, il est devenu possible de changer le but de la production de la valorisation de la valeur à la satisfaction des besoins du peuple. Dans le même temps, la planification a permis de poursuivre des politiques économiques axées sur le développement global à long terme. Dans chaque entreprise individuelle, les travailleurs avaient droit à certains salaires et avantages. Les gestionnaires de ces entreprises recevaient les fonds salariaux de l'État pour couvrir leur masse salariale totale, plus le coût des prestations versées aux travailleurs. Le transfert des fonds salariaux de l'État vers les travailleurs (à travers les entreprises) supprimait aux gestionnaires la responsabilité de

faire face aux salaires et avantages sociaux de leurs revenus, ainsi que le pouvoir d'extraire la survalueur des travailleurs. Les « prix » des produits et/ou des intrants n'étaient pas fixés en fonction de leurs valeurs, et le succès ou l'échec d'une entreprise n'était pas jugé par ses « profits » ou « pertes ». Au lieu de cela, différentes normes ont été utilisées pour mesurer la performance des entreprises : ces normes étaient : la quantité, la vitesse de production, la qualité et l'économie de matières premières et de main-d'œuvre. La majorité des entreprises d'État ont non seulement atteint les objectifs fixés pour ces normes, mais elles se sont efforcées de dépasser les objectifs et de battre leurs records antérieurs.

La propriété de l'État et l'intervention politique ont permis aux dirigeants des entreprises d'État d'arrêter d'être des agents du capital ; il s'agissait donc d'un pas en avant vers l'élimination du travail salarié. Les travailleurs des entreprises d'État avaient un statut d'emploi permanent, une journée de travail de huit heures et une échelle salariale à huit degrés. Ils recevaient des prestations médicales, des aliments subventionnés, des logements et des services de garde d'enfants. Les travailleurs avaient également droit à des congés de maternité et de maladie, à la retraite et à d'autres prestations qui y étaient liées. Il a fallu des années de lutte parfois sanglante aux travailleurs industriels des pays capitalistes pour obtenir des droits et des avantages similaires. Les travailleurs chinois les ont obtenus du jour au lendemain grâce au pouvoir politique de l'État.

Cependant, il existait une contradiction entre les travailleurs et l'État et les bureaucrates du parti. Les dirigeants des entreprises d'État, qui avaient le pouvoir et les responsabilités de mener les activités quotidiennes des entreprises, ne pouvaient pas transformer leur pouvoir en richesse matérielle pour eux-mêmes. Mais plus important encore, les haut-dirigeants de l'État et du parti, censés contrôler les dirigeants des entreprises d'État, étaient eux en mesure d'utiliser leur pouvoir pour en tirer profit. Ce type de contradiction était souvent résolu par des mouvements de masse dirigés par le Parti communiste chinois. Avant le début de la réforme en 1979, ceux qui occupaient des postes puissants étaient très conscients qu'ils vivaient sous la surveillance des masses.

Comme nous l'avons dit plus haut, un projet socialiste n'est pas quelque chose avec certaines caractéristiques fixes et inchangées. Au contraire, le projet socialiste lui-même doit passer par des changements fondamentaux au cours de la transition vers le socialisme/communisme. Un projet socialiste comme l'entreprise d'État instituée en 1956 risquait de devenir une institution établie, si des changements continus n'étaient pas apportés aux processus de production (y compris aux nombreuses règles de travail) au sein de l'entreprise d'État. En d'autres termes, ces changements continus étaient nécessaires pour modifier les relations dominants/dominés entre les dirigeants et les producteurs directs au sein des entreprises d'État. C'est

pourquoi Mao Zedong a estimé que l'adoption de la Charte Anshan dans les entreprises d'État était particulièrement importante. (Voir la discussion ci-dessous.)

2. LE DOUBLE ASPECT DES PROJETS CAPITALISTES ET SOCIALISTES AU COURS DE LA TRANSITION SOCIALISTE

Pendant la transition socialiste, il peut être nécessaire d'instituer des projets plus capitalistes dans certaines circonstances. La Nouvelle Politique Économique de l'Union soviétique est un bon exemple. La NEP était une retraite nécessaire et devrait être reconnue comme tel. Cependant, on ne peut pas utiliser un seul événement ou une seule politique pour déterminer la direction générale de la transition. En effet, pendant la transition socialiste, des projets capitalistes et des projets socialistes coexistent. Les projets socialistes rivalisent avec des projets capitalistes simultanément.

Pendant la transition socialiste, il peut être nécessaire d'instituer des projets capitalistes. Un exemple en est la réforme agraire mentionnée plus haut. La réforme agraire était nécessaire avant la collectivisation de l'agriculture. Par conséquent, la réforme agraire était un projet capitaliste avec deux aspects. Appeler un projet "capitaliste" n'indique que l'aspect principal de cette dualité. Il y avait d'autres projets capitalistes avec des caractéristiques doubles. Mao a fait un commentaire sur le capitalisme d'État en juillet 1953 : "L'écon-

omie capitaliste telle qu'elle existe actuellement en Chine est, pour la plus grande partie, une économie capitaliste, placée sous le contrôle du gouvernement populaire, liée sous diverses formes avec l'économie socialiste que représente le secteur d'État et soumise à la surveillance des ouvriers." Ce n'est donc plus une économie capitaliste ordinaire, mais une économie capitaliste particulière, une économie capitaliste d'État d'un type nouveau. Si elle existe, c'est surtout pour satisfaire les besoins du peuple et de l'État, et non pas pour permettre aux capitalistes de réaliser des bénéfices. Certes, le travail des ouvriers procure encore une part de profit aux capitalistes, mais cette part est faible et ne représente qu'environ le quart du profit global ; les trois quarts restants sont destinés aux ouvriers (fonds de bien-être), à l'État (impôt sur le revenu) ainsi qu'à l'accroissement des équipements de production (une petite partie du profit qu'ils rapportent revient aux capitalistes). Ainsi, cette économie capitaliste d'État d'un type nouveau revêt, dans une très grande mesure, un caractère socialiste et offre des avantages aux ouvriers et à l'État."⁸

La période entre le tout début de la République populaire et 1978 a été une période de transition socialiste au cours de laquelle les projets socialistes ont rivalisé avec des projets capitalistes. Comme

⁸ Mao Zedong, *Sur le Capitalisme d'État*, 9 juillet 1953, dans *Œuvres Choisies de Mao Zedong*, Pékin: Éditions en Langues Étrangères, 1977, vol. V, p. 107.

les projets capitalistes, les projets socialistes ont aussi leur double caractéristique. Le projet socialiste contient à la fois des éléments capitalistes et communistes. Appeler un projet “socialiste” n’indique que l’aspect principal de ce double aspect. Par exemple, l’entreprise d’État en tant que projet socialiste contenait encore les relations dominants/dominés entre les gestionnaires et les producteurs directs, qui était un élément capitaliste. Pendant la transition socialiste, des changements doivent avoir lieu pour se débarrasser de ces éléments capitalistes. De plus, jusqu’à la fin de cette période de transition socialiste, la Chine avait encore deux types de propriétés, étatique et collective, et il n’était toujours pas possible d’avoir une répartition selon le travail à l’échelle nationale. Il était évident que ce qu’un travailleur du secteur public recevait pour une heure de travail était beaucoup plus élevé que ce qu’un paysan recevait pour une heure de travail. Les travailleurs de l’État recevaient également de nombreux avantages (médicaux, éducatifs, vacances, pension, garde d’enfants et plus), que les paysans n’obtenaient pas. Des différences existaient également entre paysans de différentes communes. La valeur d’un point de travail (*gong fen*) dans une commune riche (équipe/brigade) pourrait être plusieurs fois celle d’une commune pauvre (équipe/brigade). Il y avait également huit différentes catégories de salaires pour les travailleurs de l’État. Si la transition socialiste avait continué, les deux types de propriétés auraient dû être

progressivement éliminés pour former une seule propriété. Il aurait fallu plusieurs années pour distribuer les produits selon le travail à l'échelle nationale. Quand la distribution pourrait finalement être faite selon le travail, il existerait toujours le droit bourgeois – un élément non communiste.

Cependant, dès 1958, les travailleurs chinois ignoraient le principe de l'échange égal. Pendant le Grand Bond en avant, les Chinois étaient si enthousiastes dans leurs efforts pour construire une Chine socialiste qu'ils travaillaient de longues heures et des nuits entières et ne se demandaient jamais s'ils recevaient un change égal pour leur travail. Ils ont montré qu'il était possible d'avoir des éléments communistes même dans la phase initiale de la transition socialiste. Les paysans de Dazhai et les ouvriers de Daqing étaient considérés comme des exemples héroïques dont la nation devait apprendre. Sous la direction de Chen Yonggui, les paysans de Dazhai ont surmonté des conditions difficiles, et ils ont travaillé de longues heures sans repos par temps glacial, en terrassant la terre et en construisant l'irrigation pour prévenir les inondations et les sécheresses. La pensée de calculer soigneusement combien chacun d'eux obtiendrait pour une heure de leur travail ne leur a jamais traversé l'esprit. Ces paysans ne se souciaient que de savoir ce qu'ils allaient faire profiter à tout le monde à Dazhai à long terme. De même, à la raffinerie de pétrole de Daqing, les travailleurs ont travaillé de longues heures pour terminer

leurs projets et ont créé ce qui s'apparentait à une merveille industrielle. Ils étaient motivés par un objectif beaucoup plus grand et plus élevé que de recevoir un salaire égal pour un travail égal. Mao a considéré ces éléments communistes possibles tout au long de la transition socialiste. Mao a détourné le centre de l'attention de l'incitation matérielle au travail. D'un autre côté, Liu et Deng ont traité les deux phases (initiale et avancée) de la transition socialiste comme distinctes l'une de l'autre. Liu et Deng ont considéré les événements qui se passaient pendant la transition socialiste comme prématurés pour la phase initiale du communisme.

Contrairement à Mao, ils ont trop insisté sur l'incitation matérielle au travail et ont parié sur le fait que les travailleurs ne travailleraient dur que lorsqu'ils recevraient des primes. Ils ont négligé la possibilité d'éléments communistes pendant la transition socialiste.

Marx a dit qu'il y aurait une phase inférieure et une phase supérieure dans la transition du capitalisme au communisme. Chaque phase a certaines caractéristiques. Cependant, nous ne croyons pas qu'il voulait dire qu'il devrait y avoir une partition entre les phases comme si elles étaient des entités séparées. Pour cette raison, il y a à la fois des éléments capitalistes et des éléments communistes pendant la transition socialiste. Mao pensait que les projets capitalistes et les projets socialistes avaient des doubles aspects. D'un autre côté, Liu et plus tard Deng ont soutenu que tout élément com-

muniste durant la phase initiale était prématuré. Il devient plus clair aujourd'hui que ce que Deng et ses partisans ont fait a été d'utiliser la « phase inférieure du socialisme » et l'accent mis sur les incitations matérielles comme rationalisation pour développer la production marchande et instituer leurs projets capitalistes afin d'inverser la direction de la transition.

3. CONCURRENCE ENTRE PROJETS SOCIALISTES ET CAPITALISTES

A. Concurrence dans le Secteur Collectif

Nous pouvons utiliser la compétition entre projets capitalistes et socialistes pour analyser la situation dans les campagnes après la révolution. La réforme agraire, comme nous l'expliquons plus tôt, était un projet capitaliste. Mais du point de vue de Mao et de ceux qui ont soutenu la transition vers le communisme, la réforme agraire faisait aussi partie de la stratégie socialiste globale. Cependant, pour Liu et Deng, la réforme agraire faisait partie de leur stratégie capitaliste globale. Cela explique pourquoi, dès le début, certains membres du Parti communiste chinois se sont fermement opposés à la collectivisation de l'agriculture, et leur opposition s'est poursuivie après la formation des communes populaires. Suivant cette ligne de raisonnement, il est facile d'expliquer pourquoi le régime actuel en Chine loue Mao comme un héros national pendant la guerre révolutionnaire et le décrit comme

un paria après le lancement du Grand Bond en avant.

Bien que la réforme agraire soit un projet capitaliste, la façon dont la réforme agraire a été réalisée a influencé le développement qui a suivi. La réforme agraire en Chine n'était pas simplement une politique économique de redistribution des terres qui a pris les terres des propriétaires terriens et les a distribuées aux paysans. Il s'agissait plutôt d'un mouvement de masse dirigé par le Parti communiste chinois pour des changements économiques, politiques et idéologiques. Le PCC a mobilisé les paysans pauvres et moyens-inférieurs et les a organisés pour saisir la terre des propriétaires fonciers et exposer leurs crimes. L'enthousiasme des paysans a balayé la campagne – ils étaient les principaux acteurs de la réforme agraire. La réforme agraire a fait des paysans passifs des participants actifs, puis leur action est allée au-delà de la réforme agraire dans le mouvement coopératif qui a suivi. Dans le mouvement de masse de réforme agraire, comme dans tout autre mouvement de masse, les masses avaient besoin de savoir quelle direction était contraire à celle qu'ils prenaient. Ce contraire, dans le mouvement de réforme agraire mis en place par le Parti communiste chinois, était la voie des propriétaires fonciers et de quelques paysans riches. Tout au long de la réforme agraire, les paysans se sont appropriés une nouvelle idéologie. Même si les paysans ont toujours été victimes d'exploitation et de souffrances, l'idéologie du féodalisme – comme

l'idéologie de toute société exploitante – justifiait une telle exploitation. Le mouvement de masse a bouleversé la vieille idéologie et, en même temps, articulé et propagé une nouvelle idéologie. La nouvelle idéologie professait qu'il était incorrect que les propriétaires terriens et les paysans riches prennent les produits du travail des paysans pauvres et moyens-inférieurs, et que c'était injuste qu'un groupe privilégié détienne le pouvoir pour abuser et asservir la majorité défavorisée. C'est la tendance et l'atmosphère créées par la réforme agraire qui a encouragé les paysans pauvres et moyens à s'exprimer pour la première fois de leur vie. Lorsque ces paysans ont enfin osé dire ce qu'ils pensaient, des crimes graves commis par certains propriétaires ont été révélés. L'appropriation des terres a modifié la relation économique de domination entre le propriétaire et les paysans, et la nouvelle idéologie a renversé la relation maître-serf entre le propriétaire et les paysans. La participation de masse à la réforme agraire a donné aux paysans sans terre la détermination de corriger les torts passés, a suscité leur enthousiasme et leur a permis de mener à bien la réforme agraire et au-delà. Pour cette raison, nous concluons que même si la réforme agraire de la Chine (1949-52) était un projet capitaliste, la position de classe du Parti communiste chinois était très claire, tout comme la direction de la transition à ce point historique.

La collectivisation de l'agriculture – des coopératives simples aux communes populaires – a

permis aux travailleurs de former et de consolider leur alliance avec les paysans sur une base nouvelle. Comme la majorité des travailleurs chinois étaient des paysans, l'alliance entre les ouvriers et les paysans fut le facteur décisif pour gagner la lutte contre la bourgeoisie. Après la réforme agraire, il y avait des paysans riches, moyens-supérieurs, moyens, moyens-inférieurs et pauvres. Sans le mouvement de collectivisation, avec qui le prolétariat pouvait-il former une alliance ? La polarisation de la paysannerie après la réforme agraire, si elle s'était poursuivie, aurait donné à la bourgeoisie une excellente occasion de former sa propre alliance avec les paysans riches qui avaient des surplus de céréales et d'autres produits à vendre. Lorsque l'État a pris le contrôle absolu de l'achat et de la vente de céréales et d'autres matières premières en mettant en place le système d'achat unifié en 1953, il a pris une mesure importante pour couper les liens entre les marchands de céréales des villes et les paysans riches. Après 1953, les paysans riches de la campagne n'avaient d'autre choix que de vendre leurs surplus de céréales et d'autres matières premières à l'État à des prix fixés par celui-ci. Cette politique a empêché les marchands et les paysans riches d'utiliser le commerce des céréales et la spéculation pour s'enrichir.

La réforme agraire était une révolution de grande ampleur, impliquant des centaines de millions de personnes. Comme la réforme agraire a modifié l'ordre social qui existait depuis plus de

3 000 ans, elle a rencontré une forte résistance de la part de ceux qui perdaient leurs avantages économiques et politiques.⁹ Dès le départ, la lutte politique s'est intensifiée, et le mouvement a progressé. Lorsque les paysans ont commencé à organiser des équipes d'entraide mutuelle et ensuite des coopératives, il était évident que les paysans riches et moyens qui avaient (relativement) des terres et des capitaux substantiels, ne feraient pas de gains en rejoignant l'équipe ou les coopératives. D'un autre côté, les paysans pauvres et moyens qui constituaient la majorité de la population paysanne chinoise avaient peu ou pas d'instruments de production et seulement une très petite parcelle de terre. Ils ont rencontré beaucoup de difficultés dans la reproduction, sans parler de l'expansion. Dans de nombreux cas, ces paysans avaient soit perdu leurs terres, soit risqué de les perdre à cause d'accidents personnels et/ou de catastrophes naturelles. Ils étaient impatients de trouver une alternative. Les équipes d'entraide mutuelle et les coopératives simples ont prouvé que lorsqu'elles réunissaient les ressources, elles augmentaient la production. Les paysans moyens, qui pouvaient se tourner vers les deux alternatives, étaient les éléments cruciaux pour l'organisation des coopératives. Les paysans moyens possédaient une parcelle de terre, quelques instruments de production et un ou deux ouvriers forts dans le ménage, ce qui leur permettait de

⁹ Voir William Hinton, *Fanshen : La Révolution communiste dans un village chinois*, Éditions Plon, 1971.

bien se débrouiller seuls. Ils ont été inspirés par la perspective de devenir des paysans riches. Même si les paysans pauvres et moyens-inférieurs étaient enthousiastes à l'idée de former des collectifs, avec leurs maigres ressources, ils étaient confrontés à de réelles difficultés et à la possibilité qu'ils ne puissent pas le faire seuls. Finalement, les paysans moyens ont été conquis quand ils ont vu les résultats de la coopération. Lorsque les paysans moyens se sont joints aux coopératives, les riches et les moyens-supérieurs se sont retrouvés isolés. Même si les paysans riches et moyens-supérieurs avaient plus de terres et d'instruments de production, avec tout le monde dans les coopératives, ils ne pouvaient embaucher personne pour travailler pour eux. Ils ont été "forcés" de rejoindre le système coopératif. La formation de coopératives était le seul moyen d'empêcher les paysans riches et moyens-supérieurs de s'enrichir en exploitant le travail des autres.

Pendant le mouvement coopératif, Mao a rappelé à plusieurs reprises aux cadres qui ont travaillé à l'organisation des coopératives de s'assurer que la direction des coopératives reste entre les mains des paysans pauvres et moyens qui ont soutenu le mouvement le plus fortement.¹⁰ Les paysans riches, qui préféraient voir le mouvement coopératif s'effondrer, essayaient de le saboter à la moindre occasion. Il était en fait assez remarquable qu'un mouvement coopératif d'une telle nature et d'une telle

¹⁰ Voir Su Xing, *op. cit.*

ampleur ait été mené avec si peu de chaos et d'effusion de sang. Ce mouvement a tellement profité à la majorité des paysans qu'il a bénéficié d'un large soutien. Le succès doit en être attribué à la direction du Parti communiste chinois et aux centaines de milliers de membres du parti au niveau local, ces cadres inférieurs qui venaient de terminer la guerre révolutionnaire et ne savaient presque rien de l'organisation en coopératives (à l'exception d'une certaine expérience acquise dans des zones précédemment libérées) mais qui étaient très en phase avec les besoins de leurs camarades paysans. Cependant, la direction nationale du Parti communiste chinois était profondément divisée sur la direction du développement, non seulement dans l'agriculture chinoise mais aussi dans le développement en général.

Au niveau simple des coopératives, les paysans riches et moyens-supérieurs revendiquaient toujours une part de la production produite en fonction des instruments de production qu'ils possédaient. Lorsque les coopératives ont progressé au niveau avancé, elles ont acheté les instruments de production aux paysans riches et moyens-supérieurs. Comme nous l'avons expliqué plus haut, ce projet socialiste a éliminé la distribution de produits aux ménages propriétaires du capital. La distribution dans les coopératives avancées était faite seulement en fonction du travail fourni. Grâce au processus de collectivisation, les forces de classe qui ont soutenu ce projet socialiste mené par Mao ont

gagné. La stratégie de Mao était de compter sur les paysans pauvres et moyens-inférieurs et d'unir les paysans moyens. Sous la direction de Mao, la ligne de classe du Parti communiste chinois a été clairement révélée.

Quand un projet socialiste, comme les coopératives avancées ou les communes, a été institué, c'était à chaque fois contre l'intérêt de certains éléments de la société. Lorsque le mouvement coopératif a progressé au stade avancé, ceux qui ont perdu étaient clairement ceux qui devaient vendre leur propriété aux coopératives. Ces paysans auraient été mieux lotis s'ils avaient été autorisés à tirer continuellement des dividendes de ces biens, plutôt que d'être remboursés avec une somme forfaitaire finale basée sur un prix «négocié» qu'ils avaient seulement accepté à contrecœur. Ceux qui avaient gagné dans la progression du mouvement coopératif étaient clairement la majorité des paysans qui n'avaient jamais possédé qu'une petite bande de terre et leur propre travail. Cette majorité comprenait les familles qui n'avaient même pas de travail productif. C'était les paysans âgés sans fils et les veuves avec de jeunes enfants. Beaucoup d'entre eux avaient perdu leurs proches dans la guerre révolutionnaire. Mao était très préoccupé par les moyens de subsistance de ces personnes parce que l'État n'était pas en mesure d'aider. Mao a dit que chaque coopérative devrait être capable de «porter

sur son dos» quelques-unes de ces familles.¹¹ Ces familles ne pouvaient rien apporter au «pot commun», mais devaient manger du «pot commun». D'un point de vue purement intéressé, aucune coopérative ne serait prête à «porter sur son dos» un tel fardeau. Elles devaient être persuadées, dans un esprit de coopération, de le faire.

De l'analyse ci-dessus, nous pouvons voir que certaines forces de classe ont gagné et que d'autres forces de classe ont perdu pendant le processus de collectivisation. Les forces de classe qui ont vu leurs intérêts bafoués n'étaient pas prêtes à se rendre dans le calme. Elles ont dû chercher leurs propres représentants et portes-paroles soit de l'intérieur, soit à l'extérieur de la base du pouvoir. Sur la question de la collectivisation, les opposants de Mao au sein du Parti communiste ont reflété ces forces de classe, et ils ont continué à faire avancer leurs projets capitalistes même après l'établissement des communes.

Le programme «Trois libertés et un contrat» était un exemple de projets capitalistes dans le secteur collectif. Liu et Deng ont fortement soutenu

¹¹ Sur le point de vue de Mao sur la coopérative agricole, voir *Sur le Problème de la Coopération Agricole* (31 juillet 1955), *Il faut s'appuyer sur les Membres du Parti et de la Ligue, sur les Paysans Pauvres et Moyens-pauvres pour réaliser la Coopération Agricole* (7 septembre 1955), *Débat sur la Coopération Agricole et Lutte de Classes Actuelle*, (11 octobre 1955), et *Notes Introductives pour l'Essor du Socialisme dans les Campagnes Chinoises* (septembre et octobre 1955) dans *Œuvres Choisies de Mao Zedong*, tome 5, Pékin, Chine, 1977, pp. 196-297.

ce projet capitaliste dès le début des coopératives avancées et ont continué à le pousser après la formation des communes. Les trois libertés étaient les libertés : 1) d'agrandir les terrains privés, 2) de promouvoir le marché libre, et 3) que chaque ménage soit responsable de ses propres profits ou pertes. Le contrat consistait à faire signer à chaque ménage un contrat avec l'État pour la production d'une quantité préétablie de cultures. Après que le montant préétabli a été atteint, le paysan était libre de tout vendre sur le marché libre. Dès 1956, Liu et ses partisans prônaient fortement les « Trois libertés et un contrat » et, parfois, le mettaient en pratique par la force. L'agrandissement des terrains privés a encouragé les paysans à consacrer plus de travail et d'efforts à leurs propres terrains. La promotion des marchés libres a facilité la vente des produits des lots privés des paysans. Si les ménages individuels étaient tenus responsables de leurs propres profits ou pertes, l'unité comptable serait changée de l'équipe au ménage individuel. Cette incitation matérielle, selon le promoteur des « Trois libertés et un contrat », encouragerait les paysans à produire davantage.

Dans le système communal, comme nous l'avons montré plus haut, l'épargne privée ne pouvait pas être transformée en capital. L'accumulation de capital était faite collectivement, pas de manière privée. Le fonds d'accumulation appartenait à toute l'équipe pour l'achat de nouveaux instruments de production qui bénéficiaient à tous les membres

de l'équipe. Si un projet capitaliste comme les « Trois libertés et un contrat » avait été autorisé à être mis en œuvre et à se développer, alors au lieu de l'équipe, chaque ménage privé serait devenu la nouvelle unité de comptabilité. Si le ménage avait pu réaliser des profits en vendant ses produits sur le marché libre, il aurait pu investir dans de nouveaux outils de production avec lesquels il aurait pu gagner plus de bénéfices. Le projet « Trois libertés et un contrat » a favorisé l'accumulation de capitaux privés, qui ont participé à la distribution du produit. En même temps, dans le cadre de ce projet, les ménages qui subissaient des pertes risquaient de tout perdre. Pour les promoteurs de ce projet, ce serait un bon moyen de se débarrasser de ceux qui ne pourraient pas produire efficacement. La distribution sous les « Trois libertés et un contrat » revenait au stade des coopératives simples, où les propriétaires de capitaux recevaient des parts de plus en plus importantes des produits. Lorsque Liu et Deng ont poussé à mettre en œuvre les « Trois libertés et un contrat », ils ont présenté le projet comme si c'était seulement pour promouvoir la production en fournissant des incitations matérielles aux ménages paysans individuels. L'intérêt caché de ce projet capitaliste était d'inverser la direction de la transition du communisme au capitalisme.

Depuis le début de la collectivisation de l'agriculture, des projets capitalistes tels que les « Trois libertés et un contrat » ont rivalisé avec la propriété

collective dans le système communal. Si les projets capitalistes avaient pu se développer et s'étendre au cours des années 1950 et 1960, le système communal se serait effondré. Par la compétition entre les projets socialistes et capitalistes, les intérêts des différents éléments de classe de la société ont été révélés et articulés. Les mouvements de masse dirigés par Mao et ceux en faveur du développement socialiste ont favorisé les projets socialistes. Au cours de chacun des mouvements de masse, une antithèse a été mise en place pour que les forces de classe, qui s'opposaient aux projets socialistes, soient forcées de défendre ouvertement leurs intérêts. Lorsque les projets socialistes étaient menés à travers des mouvements de masse, les intérêts des forces de classe opposées étaient exposés. Grâce à la mise en œuvre de projets socialistes ou capitalistes, certaines forces de classe ont été renforcées et d'autres forces de classe ont été affaiblies. En même temps, les différentes forces de classe se sont reproduites.

Ce que Liu n'était pas capable de faire plus tôt, Deng l'a fait avec sa réforme de la campagne deux décennies plus tard – et il est allé bien au delà du projet original. Entre 1979 et 1984, Deng a pris plusieurs mesures pour redistribuer la terre aux ménages paysans individuels. Comme la réforme agraire de 1949-52, la redistribution des terres de Deng était un projet capitaliste. L'argument avancé par Deng et ses partisans pour démanteler les communes était : "Manger d'un grand pot [commun] engendre la paresse". Si cela a pu être vrai dans un

petit nombre de cas, Deng a démantelé toutes les communes d'un seul coup, malgré le fait que la majorité se portait bien. La décollectivisation à la campagne a brisé l'alliance entre ouvriers et paysans, qui était la stratégie la plus importante pendant la transition socialiste. La redistribution des terres de Deng, avec d'autres projets capitalistes que lui et ses partisans ont institués, comme l'élimination progressive du système d'achat unifié, la privatisation de l'industrie rurale, la réduction du soutien de l'État à la production de machines agricoles et autres intrants agricoles, la privatisation des entreprises d'État et le remplacement des travailleurs permanents de l'État par des travailleurs contractuels, étaient tous des projets capitalistes dans une stratégie capitaliste globale. Ces projets capitalistes indiquaient sans équivoque dans quelle direction allait se diriger la réforme. La stratégie capitaliste de Deng a révélé la ligne de classe de sa réforme. Sa réforme a délibérément rompu l'alliance ouvrière-paysanne et renforcé l'alliance entre les capitalistes bureaucratiques et les nouveaux « entrepreneurs », qui étaient eux-mêmes des représentants du parti ou avaient des liens étroits avec les hauts dignitaires du parti.

Nous devons aller un peu plus loin pour identifier les éléments de classe qui ont soutenu Deng quand il a commencé sa réforme. Même si la majorité des paysans bénéficiaient du système communal et profitaient de meilleures conditions de vie et de sécurité, une minorité significative

n'était pas satisfaite. Il y avait plusieurs raisons à leur mécontentement. Tout d'abord, dans les communes très pauvres, les paysans rencontraient beaucoup de difficultés à augmenter la production. Leur production de céréales était souvent à peine assez (ou pas assez) pour nourrir tout le monde, donc peu ou rien n'était laissé après avoir atteint le quota de grain. Dans ces communes, la distribution ne pouvait être faite «à chacun selon son travail». (Les communes les plus pauvres ont souvent dû compter sur des aides d'État.) Les membres les plus forts de ces communes ont travaillé plus dur mais n'ont pas été récompensés en conséquence. Cela a créé un problème d'incitation pour les membres les plus forts de l'équipe et de la brigade.

Deuxièmement, et plus important encore, le soutien à Deng provenait des communes les plus prospères où il y avait des surplus substantiels et une reproduction élargie. À la fin des années 1960, de nombreuses brigades et communes qui avaient des excédents de production agricole investissaient dans les industries manufacturières. Au milieu des années 1970, ces industries rurales ont prospéré, et ces brigades et communes ont pu accélérer leur accumulation de capital. Cependant, à cette époque, la réglementation de l'État limitait l'accumulation du capital. En vertu de la réglementation de l'État, les brigades/communes devaient mettre de côté une partie (environ un tiers) de leurs profits pour le développement agricole et une autre portion pour le développement

du bien-être général avant de pouvoir investir les bénéfices restants dans les industries. En outre, les industries rurales n'étaient pas libres de concurrencer les industries d'État pour acquérir des matières premières ou vendre leurs produits. Ces contradictions sont nées de l'expansion des forces productives – et non pas à cause de la stagnation des forces productives comme le prétendaient les réformateurs. Comme l'avait déjà prévenu Mao, de nouvelles contradictions surgiraient si la coexistence de deux types de propriétés – l'État et le collectif – devait durer longtemps. Les communes devenues prospères grâce au développement de leurs industries étaient aussi des communes riches en agriculture et qui avaient des excédents de céréales et d'autres cultures. La Chine avait besoin de ces excédents pour les régions les plus pauvres, qui n'étaient pas autosuffisantes. Ainsi, dans l'intérêt du pays dans son ensemble, les communes riches ne pouvaient pas négliger leur agriculture. Cependant, pour les communes riches, le retour des investissements dans les industries était beaucoup plus important que l'investissement dans l'agriculture et, comme les communes étaient collectivement possédées, il n'était pas toujours facile de les persuader de sacrifier leurs propres intérêts dans l'intérêt de tout le pays.

Troisièmement, lorsque la production agricole a augmenté et que les industries rurales se sont développées, les revenus des ménages paysans dans les brigades/communes aisées ont augmenté. Beau-

coup de ces ménages disposaient d'une épargne substantielle, mais dans les communes, ces ménages n'avaient peu ou pas de possibilité de transformer leur épargne en capital. Les ménages les mieux lotis auraient pu gagner davantage s'ils avaient pu investir leur épargne dans des investissements et engranger des revenus supplémentaires grâce aux capitaux. En outre, les paysans qui étaient physiquement forts et/ou qui étaient astucieux dans leurs transactions estimaient que le système des points de travail les empêchait de réaliser leur plein potentiel. Dans tous les cas ci-dessus, les membres forts pouvaient voir de quelle manière un projet capitaliste, tel que les «Trois libertés et un contrat», leur serait bénéfique.

Enfin, le projet capitaliste aurait profité particulièrement à ceux qui occupaient des positions de pouvoir et pourraient donc utiliser ce pouvoir à leur avantage. Après la Révolution culturelle, les paysans surveillaient très attentivement les cadres et les fonctionnaires du gouvernement local. Les masses scrutaient ceux qui détenaient le pouvoir et les rendaient responsables de leurs actions, l'abus de leur pouvoir était ainsi compliqué. Les développements à la suite des réformes de Deng montrent que les fonctionnaires du gouvernement et les cadres du parti ont en effet été en mesure de transformer le pouvoir qu'ils possédaient en gain matériel personnel.

Lorsque Deng et ses partisans ont présenté les projets capitalistes, ils ont fait appel à ces groupes

et ont sollicité leur soutien. Quand Deng a mis en œuvre sa réforme après 1979, les projets capitalistes qui n'avaient pas réussi à prendre de l'ampleur au cours des décennies précédentes ont été relancés. Deng a cherché ses partisans, et avec leur aide, a mis en œuvre ses projets capitalistes à grande échelle et inversé la direction de la transition.

B. Concurrence dans le Secteur Public

Dans le secteur public, le projet socialiste le plus important est l'entreprise d'État. Le but de ce projet socialiste est de progresser vers le communisme, quand la production marchande cesse d'exister et que les producteurs directs ont le contrôle des moyens de production. Par conséquent, pendant la transition socialiste, les politiques de l'entreprise d'État devraient promouvoir une participation de plus en plus grande des travailleurs de la production à la gestion de l'entreprise et des politiques d'élimination progressive de la production marchande et du travail salarié. Au sein de l'entreprise d'État, le rôle de la direction et le rôle du travailleur devaient être moins différenciés. Le système de rémunération dans les entreprises d'État devrait refléter la quantité de travail fournie, pas la taille du capital investi. D'un autre côté, la propriété d'État ne signifie pas nécessairement des rapports de production socialistes. Sous la propriété de l'État, des projets capitalistes peuvent être institués pour promouvoir les relations de production capitalistes. Le projet capitaliste élargit la pro-

duction marchande et renforce ainsi les relations dominants/dominés dans la production. Le but de la production du projet capitaliste est alors la valorisation de la valeur au lieu de chercher à répondre aux besoins du peuple. La production marchande sous le projet capitaliste reproduit le travail salarié et la distribution de la production selon la taille du capital (constant et variable).

Les expériences concrètes de la Chine ont montré qu'au sein de l'entreprise d'État il y avait une lutte continue entre les projets socialistes et capitalistes. Les projets socialistes et capitalistes étaient en concurrence sur des questions telles que l'autonomie des entreprises, le statut de l'emploi des travailleurs de l'État, le système des salaires et d'autres questions concernant le contrôle ouvrier. Ces questions reflètent la nature capitaliste ou socialiste de l'entreprise d'État.

Si les entreprises d'État devaient acquérir l'autonomie nécessaire pour gérer leurs propres affaires et leurs performances et si les salaires des dirigeants étaient liés au profit et à la perte de ces entreprises, elles fonctionneraient finalement comme des sociétés capitalistes. Sur la question de l'emploi permanent, bien que le statut d'emploi permanent au sein des entreprises publiques ne garantit pas aux travailleurs un meilleur contrôle des moyens de production, le contraire de cette politique, le contrat de travail, priverait totalement les travailleurs de la possibilité de contrôler les moyens de production. Un système de salaires qui mettrait

l'accent sur les incitations matérielles et la concurrence entre les travailleurs pour obtenir une prime supplémentaire aurait plus de chances de diviser les travailleurs et donnerait également à la direction plus de contrôle sur les travailleurs.

Avant le début de la réforme en 1979, l'échelle salariale des fonctionnaires, à huit degrés, ne différenciait le travail fourni par les travailleurs que par leur expérience, leurs années de service et leurs compétences. Les travailleurs, qui avaient grandement contribué à accroître la productivité par leur travail acharné, leur esprit d'équipe et/ou leurs innovations, étaient sélectionnés comme travailleurs modèles et recevaient des louanges et des prix, mais pas de récompense matérielle directe, comme des salaires plus élevés, une prime ou une promotion. Cette échelle de salaire a limité le niveau d'écart de revenus. L'élimination du travail à la pièce et des primes a enlevé au gestionnaire le pouvoir d'utiliser des incitations matérielles comme outil de division pour inciter les travailleurs à travailler plus et à se faire concurrence. Lorsque l'État subventionnait la nourriture, le logement, les soins, l'éducation, le transport et d'autres nécessités de la vie, comme en Chine, les travailleurs qui bénéficiaient de l'échelle de salaire la plus basse pouvaient se permettre le niveau de vie minimum. En fait, une fois que les nécessités de base étaient assurées, il fallait une distribution qui allait plus loin qu'"à chacun selon son travail". La répartition au sein du secteur étatique de 1958 à 1978 indiquait que

l'État donnait la plus haute priorité à la reproduction de la force de travail, à l'entretien du travail et à la place des travailleurs dans les décisions de production et d'investissement dans le cadre de la planification.

Pendant la période de transition, les projets capitalistes rivalisaient avec les projets socialistes du secteur public. Dès le début, la bourgeoisie avait son propre plan pour instituer des projets capitalistes dans le secteur public. Les projets capitalistes, y compris le système de contrat de travail, mis en œuvre depuis le début de la réforme, ne trouvent pas leur origine dans les réformateurs actuels. Dès les années 1950, Liu Shaoqi a commencé à plaider pour les avantages du système de travail en sous-traitance. Un chapitre récemment publié du *Manuel du Système de Contrat de Travail* a révélé l'historique des tentatives de Liu d'instituer des travailleurs contractuels temporaires dans les usines appartenant à l'État. Ce chapitre déclare qu'en 1956, Liu a envoyé une équipe en Union Soviétique pour étudier leur système de travail. À son retour, l'équipe a proposé l'adoption d'un système de travail contractuel inspiré de ce que l'Union soviétique avait adopté. Cependant, lorsque les changements étaient sur le point d'avoir lieu, le Grand Bond en avant a commencé, interrompant ainsi sa mise en œuvre. Le chapitre continue en déclarant que, au début des années 1960, Liu a de nouveau tenté de changer le statut d'emploi permanent en adoptant un « système à deux

voies ». Dans le cadre du « système à deux voies », les entreprises ont été mandatées à employer plus de travailleurs temporaires et moins de permanents, et les mines devaient employer des paysans en tant que travailleurs temporaires. Puis, en 1965, le Conseil d'État a annoncé un nouveau règlement sur l'emploi des travailleurs temporaires indiquant que, au lieu de travailleurs permanents, plus de travailleurs temporaires devraient être embauchés. Le règlement donnait également aux entreprises individuelles le pouvoir d'utiliser les fonds salariaux alloués pour remplacer les travailleurs permanents par des travailleurs temporaires. De nouveau, selon l'auteur de ce chapitre, la Révolution culturelle a interrompu les efforts de Liu pour réformer le système du travail et, en 1971, un grand nombre de travailleurs temporaires ont reçu un statut de permanent¹². Bien que Liu n'ait pas pu pleinement mettre en œuvre sa réforme, des « projets expérimentaux » se poursuivaient ici et là, et avant le début de la Révolution culturelle, les entreprises d'État avaient embauché un grand nombre de travailleurs temporaires.

Contrairement aux tentatives de Liu d'instituer le travail en sous-traitance, la Charte Anshan était la tentative la plus sérieuse de changer l'organisation du travail et le processus de travail dans les lieux de travail. Les travailleurs du Combinat Mét-

¹² *L'Histoire de notre Système de Contrat de Travail* dans *Manuel du Système de Contrat de Travail* édité par Liu Chiang-tan, Science Publisher, 1987, pp. 1-18.

allurgique d'Anshan ont pris l'initiative d'établir de nouvelles règles pour changer leurs opérations en milieu de travail. Le 22 mars 1960, Mao a proclamé que ces nouvelles règles devaient être utilisées comme lignes directrices pour le fonctionnement des entreprises d'État, et les a nommées la Charte Anshan. La Charte Anshan contient les éléments les plus essentiels ainsi que des mesures concrètes pour révolutionner l'organisation du travail et le processus de travail des entreprises publiques. Il y a cinq principes dans la Charte d'Anshan : (1) mettre la politique au poste de commande ; (2) renforcer le leadership du parti ; (3) lancer un mouvement de masse vigoureux ; (4) promouvoir systématiquement la participation des cadres au travail productif et des travailleurs à la gestion ; et (5) réformer les règles déraisonnables, assurer une coopération étroite entre les ouvriers, les cadres et les techniciens et promouvoir énergiquement la révolution technique.¹³ Ces principes dans la Charte Anshan représentaient un esprit menant vers l'élimination progressive du travail salarié.

Cependant, avant le début de la Révolution culturelle, les usines ont seulement apporté un soutien de façade à la Charte d'Anshan. Lorsque la direction contrôlait fermement les processus de prise de décision dans la gestion de l'usine, elle ne voyait aucun besoin de changement. D'un autre côté, les travailleurs, qui se contentaient d'avoir des

¹³ Voir Charles Bettelheim, *Révolution Culturelle et Organisation Industrielle en Chine*, Paris, Maspéro, 1973.

privilèges et des avantages accordés par l'État, ont supposé que les conditions de leur emploi et les avantages allaient de toute manière rester. La lutte politique au sein du Parti communiste chinois sur la direction de la transition s'est traduite dans l'usine par des changements dans les politiques salariales et d'emploi. Parfois, les politiques adoptées par le haut poussaient à la mise en œuvre du salaire à la pièce et élargissaient l'emploi de travailleurs temporaires. Puis, souvent pendant les mouvements de masse, ces politiques ont été critiquées et inversées. Cependant, avant la révolution culturelle, les travailleurs ne comprenaient pas les raisons de ces inversions de politique. Ils n'étaient pas au courant que Liu avait fait plusieurs tentatives pour abolir le statut d'emploi permanent. Sans le Grand Bond en Avant et la Révolution Culturelle, Liu et ses partisans auraient pu réussir dans leurs tentatives d'abroger les lois qui protégeaient les employés de l'État. Dans ce cas, le statut d'emploi permanent et les autres avantages accordés aux employés de l'État auraient pu devenir de l'histoire ancienne il y a des décennies. Lorsque les travailleurs ont participé aux mouvements de masse dans les années 1950 et 1960, leur conscience de classe a été progressivement élevée. Mais les ouvriers ne se rendaient pas compte, jusqu'à la Révolution culturelle, que la lutte des classes se poursuivait après le transfert légal de la propriété des moyens de production à l'État. C'est au cours de la Révolution culturelle – une période de lutte politique intense

dans l'usine et dans la société en général – que de nombreuses questions cruciales ont été soulevées. Les ouvriers et les cadres dans les usines discutaient et débattaient ouvertement de nombreuses questions importantes telles que les incitations matérielles, la participation des cadres aux travaux de production, la participation des travailleurs à la gestion, et les lois et règlements des usines. Pour la première fois, les travailleurs des entreprises d'État en Chine ont compris ce que signifiait la mise en place de la politique au poste de commande, ainsi que les autres principes de la Charte d'Anshan.

Le but des projets capitalistes est l'opposé de celui des projets socialistes. La méthode de mise en œuvre des projets capitalistes est aussi radicalement différente de celle des projets socialistes. La mise en œuvre de projets capitalistes dans la réforme de Deng impliquait d'abord l'installation de mesures légales et ensuite l'application de ces mesures du haut vers le bas, aux unités de production individuelles. Pendant chaque période de la réforme, de la décollectivisation de l'agriculture à la réforme de l'entreprise d'État et à la réforme du travail, la législation a été adoptée par le haut puis poussée vers l'unité de production pour mettre en œuvre ces projets capitalistes. En revanche, la mise en œuvre de projets socialistes entre 1949 et 1978 s'est faite à travers des mouvements de masse où la volonté des masses a été testée, vérifiée et articulée. Les mouvements de masse dans le passé ont créé une nouvelle idéologie appartenant aux masses.

La mise en œuvre de la réforme agraire, comme nous l'avons écrit plus tôt, est un bon exemple. S'il est vrai que dans les deux périodes, la mise en œuvre des projets a souligné le rôle de l'idéologie dans le changement des rapports de production, et comme tactique, de la propagande utilisée dans les médias, il existe des différences fondamentales entre la transition socialiste et la transition capitaliste. Pendant la période socialiste (avant sa fin) l'expression des masses était encouragée, tandis que la réforme de Deng la supprimait. Avant 1978, les Quatre *Da* ("grand") – *Damin*, *Dafang*, *Dabianlun* et *Dazibao* – signifiant grande voix, grande ouverture, grands débats et affiches à grands caractères – étaient des moyens concrets d'expression des masses. Quand le groupe de Deng a repris la machine d'État et a amendé la Constitution en 1979, ils ont retiré la garantie constitutionnelle du droit des masses aux Quatre *Da*'s ainsi que le droit de grève des travailleurs.

Après que les réformateurs aient institué des politiques de décollectivisation de l'agriculture, ils ont entrepris d'instituer des changements fondamentaux dans les entreprises d'État. Le 10 mai 1984, le Conseil d'État a publié une réglementation temporaire sur l'extension de l'autonomie des entreprises publiques. Le 20 octobre 1985, le douzième Congrès du Comité central du Parti communiste chinois a adopté une loi intitulée "La réforme de la structure économique". Cette législation a réaffirmé la réglementation temporaire antérieure

qui accordait aux dirigeants des entreprises d'État l'autonomie de gérer leurs propres affaires et permettait aux entreprises individuelles de conserver une partie de leurs bénéfices et de réinvestir ces bénéfices comme elles l'entendaient. Les gestionnaires pouvaient désormais également disposer des installations de production inutilisées en les louant, les prêtant ou en les vendant. Les dirigeants ont gagné le droit de discipliner, de licencier et de promouvoir les travailleurs, et de choisir leur propre système de salaire. Cette législation précisait en outre que l'État n'interviendrait plus directement dans les affaires des entreprises individuelles. Au lieu de cela, l'État (comme l'État capitaliste occidental) n'influencerait la production que par des politiques indirectes telles que les prix, les taxes et les politiques de crédit et de prêt.¹⁴ L'effet de cette nouvelle politique signifiait que l'État commençait à lâcher sa propriété légale et économique des moyens de production.

Sous la direction de Deng, les réformateurs actuels ont commencé leur réforme du travail en introduisant des incitations matérielles directes dans le système salarial des employés de l'État. Dans les années 1950, le salaire à la pièce était assez commun, mais il avait été abandonné pendant le Grand Bond en avant. Le salaire à la pièce a de nouveau été mis en place au début des années 1960 puis totalement interdit pendant la Révolu-

¹⁴ Voir *Documents importants depuis le Onzième Congrès*, 2e vol., p. 747-750.

tion culturelle. Comme nous l'avons dit plus haut, de 1966 à 1979, les travailleurs des entreprises d'État ont été payés selon un système de salaire à huit degrés. La réforme des salaires de Deng commença par ajouter une prime aux salaires standards des travailleurs comme des incitations matérielles directes et, en 1979-80, le paiement des salaires à la pièce fut réintroduit¹⁵. Les réformateurs croyaient que ces incitations encourageraient les travailleurs à se concurrencer les uns les autres pour augmenter leur productivité. Même si, avant la réforme salariale, les cadres et les travailleurs étaient payés selon des échelles différentes, la réforme salariale ajoutait une nouvelle caractéristique qui liait le montant de la rémunération à la position occupée. Avant la réforme, les salaires des cadres n'augmentaient que lorsqu'ils passaient d'un grade inférieur à un grade supérieur. Dans le cadre de la réforme salariale, la direction de chaque entreprise a mis en place des postes de président, de vice-président, d'ingénieur principal, etc., selon le modèle des sociétés capitalistes modernes, et chaque titulaire a aujourd'hui droit à des bonus supplémentaires en plus de son salaire régulier standard. Ce change-

¹⁵ Pendant la majeure partie des années 1950, les salaires basés sur le travail à la pièce ont été largement utilisés dans l'industrie publique chinoise; son taux pour les travailleurs industriels est passé de 32 à 42% durant cette période. Le paiement à la pièce est passé de 1% du personnel total en 1981 à 11% en 1984 et 1986. David Grainck, *Les multiples marchés du travail dans le secteur des entreprises industrielles d'État*, The China Quarterly, juin 1991, p. 283.

ment a créé des différences salariales internes plus importantes au sein des entreprises. Ensuite, la Réforme de la Structure Economique de 1985 a donné aux gestionnaires l'autonomie de constituer des fonds discrétionnaires qui leur étaient réservés. Le fonds discrétionnaire fonctionnait à peu près comme les comptes de dépenses à l'Ouest. Les travailleurs étaient irrités par le fonds discrétionnaire, l'appelant « la petite mine d'or de la direction ». La Réforme de la Structure Economique a également donné aux gestionnaires le pouvoir de se payer eux-mêmes et/ou les travailleurs des salaires plus élevés grâce aux profits réalisés par l'entreprise. Ce changement de politique a détruit l'échelle salariale originale à huit degrés, qui garantissait que les travailleurs de même grade recevaient le même salaire (avec de petites différences reflétant les différences régionales du coût de la vie) dans toutes les entreprises d'État. L'échelle salariale à huit niveaux permettait une répartition en fonction du travail fourni et pouvait être mise en œuvre à l'échelle nationale. La nouvelle politique permettait à un travailleur dans une entreprise rentable de recevoir plusieurs fois les gains d'un autre travailleur de la même catégorie dans une entreprise ayant subi des pertes. Cependant, cinq à six ans après la réforme des salaires, les réformateurs se sont rendus compte que l'incitation matérielle dans le nouveau système des salaires n'augmentait pas la productivité du travail. Au contraire, les augmentations salariales antérieures sans augmentation correspondante de

la productivité du travail ont été partiellement responsables de l'accélération du taux d'inflation au milieu des années 1980. Au lieu de rivaliser pour gagner les primes, les travailleurs ont simplement divisé les primes en salaire supplémentaire pour compenser les prix plus élevés.

Vers la fin de 1986, la Loi sur le Travail sous Contrat a été adoptée. Cette nouvelle loi a renforcé le pouvoir légal des gestionnaires dans les entreprises d'État. Après l'adoption de la loi, tous les travailleurs nouvellement embauchés devaient signer des contrats avec les entreprises qui les employaient. La durée des contrats était généralement limitée à un an. À la fin de la durée du contrat, l'une ou l'autre partie avait le droit de résilier unilatéralement le contrat (de ne pas le renouveler pour une autre année.) Les réformateurs espéraient que l'application de la nouvelle loi réduirait d'abord et finirait par éliminer le statut d'emploi permanent des employés de l'État.

Puis, le 13 avril 1988, la Loi sur les Entreprises du Peuple Tout-Entier dans l'Industrie a été adoptée. Elle est entrée en vigueur en août de cette année. En apparence, la Loi sur les Entreprises établit une séparation de la propriété et de la gestion de l'entreprise, mais l'essentiel de la réforme est un transfert légal de la propriété de l'État à l'entreprise. Le premier article de la loi stipulait : "Les entreprises se voient accorder les droits de gestion des biens de l'État, ces droits englobant les droits de possession, d'usage et de disposition des biens.

L'entreprise devient une entité juridique indépendante (personne morale).¹⁶ Avec l'adoption de la nouvelle loi, les entreprises autrefois publiques se sont légalement séparées de l'État et sont devenues des entités indépendantes. La Loi sur les Entreprises accordait à la direction de chaque entreprise l'autonomie nécessaire pour prendre des décisions importantes concernant la production, y compris les punitions et le licenciement des travailleurs. Le droit d'usage dans la législation impliquait le droit d'appropriation, y compris le déboursement des salaires.¹⁷ Lorsque l'État abandonnait ses droits de propriété sur les entreprises individuelles, il n'employait plus les travailleurs de ces entreprises. Après l'adoption de la Loi sur les Entreprises, les travailleurs des anciennes entreprises d'État ont perdu la protection juridique de l'État : ils n'avaient plus légalement droit aux avantages précédemment accordés par leur situation.

4. LA PRODUCTION MARCHANDE ET LA LOI DE LA VALEUR PENDANT LA TRANSITION SOCIALISTE

La transition socialiste est une période où la production marchande est progressivement éliminée avec la suppression graduelle du travail salarié et du capital. Cela signifie que pendant la transition socialiste, la production marchande existe toujours et que la loi de la valeur est toujours à

¹⁶ *Le Quotidien du Peuple*, 6 mai 1988, p. 2.

¹⁷ *ibid.*

l'œuvre. Dans un pays comme la Chine, le faible niveau de développement, en particulier dans les campagnes, a posé des problèmes particuliers pendant la transition de la production marchande à la production non-marchande. Avec l'extension des forces productives dans les années 1960 et 1970, de nouvelles contradictions se sont développées. Nous allons expliquer ces contradictions ci-dessous.

Au sein du secteur public, il était beaucoup plus facile d'imposer des restrictions à la production marchande et de mettre en œuvre des politiques allant à l'encontre de la loi de la valeur. Plus tôt, nous avons expliqué que la mise en œuvre de projets socialistes dans le secteur public permettait à chaque unité de production (entreprise) de changer la finalité de la production de la valorisation de la valeur à la production de produits utiles pour répondre aux besoins de la population. Dans le cadre du projet socialiste, l'État (et non l'unité de production) possédait les moyens de production, ce qui signifiait que l'échange entre les différentes unités de production ne devait plus être basé sur un échange de valeurs égales. Par exemple, lorsque l'État a décidé d'industrialiser les provinces de l'Ouest, il a transféré des ingénieurs et des travailleurs ainsi que de la machinerie et de l'équipement des usines technologiquement avancées de Shanghai aux usines nouvellement construites dans l'Ouest. L'État n'a pas eu à dédommager les usines de Shanghai pour leur perte de ressources. Lorsque l'État a transféré la technologie et d'au-

tres ressources productives d'une entreprise d'État à une autre, il a été en mesure de disperser la technologie d'une région comme Shanghai vers les régions technologiquement arriérées de toute la Chine. Cela a été décrit par les gens de la manière suivante : "Faire pondre des œufs partout à la vieille poule."

Le transfert de ressources des régions les plus développées aux régions qui l'étaient moins a profité à l'ensemble du pays, et cela allait contre la loi de la valeur. Ces transferts de ressources n'auraient pas pu se faire dans le cadre du développement capitaliste, car selon la loi de la valeur, les ressources ne sont acheminées que vers les zones où les profits sont les plus élevés. Cependant, lorsque des travailleurs et des ingénieurs ont été transférés d'une région ayant un niveau de vie plus élevé comme Shanghai à une zone avec un niveau de vie inférieur comme Xian, cela impliquait des sacrifices personnels. À l'époque de la grande vague révolutionnaire, le peuple a donné un soutien enthousiaste en l'esprit de la construction d'une nouvelle Chine socialiste. Ceci illustre ce que nous avons déclaré plus tôt – que des éléments communistes existent pendant la transition socialiste. Cependant, lorsque la tempête s'est tassée, la résistance aux transferts a également augmenté. Ainsi, les différences dans les niveaux de développement ont présenté des défis pour le développement socialiste. D'autre part, le développement capitaliste ne fait qu'intensifier ces différences, comme l'ont montrées ces seize dernières années.

Pendant la transition socialiste, il y avait d'autres contradictions dans le secteur public. Nous avons expliqué plus haut qu'il y avait la contradiction entre la direction et les dirigés et celle entre les experts techniques, tels que les ingénieurs, et les travailleurs manuels ordinaires. La Charte d'Anshan était un moyen concret de résoudre ces contradictions résultant de la division du travail au sein des entreprises d'État. Cependant, la division du travail au sein de ces entreprises reflétait la division qui existait dans la société en général. Plus tard, nous expliquerons comment la réforme de l'éducation pendant la Révolution Culturelle a cherché à résoudre ces contradictions.

Dans une certaine mesure, pendant la transition socialiste, l'État a également pu influencer le développement du secteur collectif par des politiques de prix, d'investissement et de taxation. L'expérience de la Chine a montré que l'échange entre le secteur public et le secteur collectif n'avait pas à suivre strictement la loi de la valeur. En réalité, les politiques de prix, d'investissement et de taxation ont été délibérément utilisées pour favoriser le développement des forces productives dans l'agriculture, consolidant ainsi l'alliance entre ouvriers et paysans. Lorsque Mao a écrit *Sur les Dix Grands Rapports* en avril 1956, il a placé « la relation entre l'industrie lourde d'une part et l'industrie légère et l'agriculture de l'autre » comme la première des dix. Au cours de cette discussion, Mao a souligné l'importance de l'agriculture et de l'industrie légère. Il a

évoqué les graves problèmes de l'Union Soviétique et des pays de l'Europe de l'Est dus à leur déséquilibre sur l'industrie lourde. Dans ses écrits *Sur les Dix Grands Rapports*, Mao a clairement indiqué que pour augmenter le développement de l'industrie légère et de l'agriculture, les investissements dans l'agriculture et l'industrie légère en pourcentage de l'investissement total devraient être ajustés à la hausse.¹⁸ Du Second plan quinquennal (début 1957) jusqu'en 1978, l'investissement a été ajusté de sorte que l'investissement agricole a augmenté en pourcentage de l'investissement total de l'État. L'État a également élargi la production d'intrants agricoles en allouant plus d'investissements dans les industries produisant des engrais, des pesticides et des machines agricoles. En outre, l'État a réduit sa dépendance budgétaire vis-à-vis de l'agriculture en réduisant les taxes agricoles en pourcentage des recettes publiques totales. Au cours de cette même période, l'État a également augmenté progressivement ses dépenses agricoles, tant en montant absolu que par rapport à ses dépenses totales. En outre, l'État a procédé à des ajustements pour améliorer les termes de l'échange des produits agricoles en réduisant les prix des produits industriels vendus aux communes populaires, tout en augmentant les prix des produits agricoles achetés auprès des communes populaires. Les prix des intrants agri-

¹⁸ *Sur les Dix Grands Rapports* in *Œuvres Choisies de Mao Zedong*, Pékin: Éditions en Langues Étrangères, 1977, Vol. V, pp. 306-331.

coles, ainsi que les prix des biens de consommation payés par les paysans (en termes de blé) ; a diminué régulièrement au cours des deux décennies entre 1958 et 1978. Grâce à ces politiques, le secteur agricole a pu mécaniser sa production et se développer rapidement. (*Voir les statistiques du tableau 1 et du tableau 2 en annexe.*)

Cependant, comme la production marchande existait encore et que la loi de la valeur était encore en vigueur, l'État ne pouvait pas exercer des influences illimitées. Dans l'échange entre les deux secteurs, l'État devait reconnaître l'existence de la loi de la valeur et faire usage de la loi de la valeur par le biais des politiques mentionnées au-dessus. Mais l'État ne pouvait pas ignorer la loi de la valeur. Mao a dit qu'au lieu de suivre aveuglément la loi de la valeur comme dans un système capitaliste, l'État pouvait utiliser la loi de la valeur à son avantage.¹⁹ Mao a utilisé l'exemple de la production porcine pour illustrer son propos. Il a déclaré que la production de porc en Chine n'était pas régulée par l'augmentation et la baisse des prix du marché (ou l'offre et de la demande), mais qu'elle était plutôt décidée selon un plan économique. En d'autres termes, le plan économique, au lieu de la loi de la valeur, réglementait la production porcine. Cependant, pour que les habitants des villes puissent manger du porc, les paysans devaient élever un cer-

¹⁹ *Notes sur le Manuel d'Économie Politique Soviétique* in *Œuvres Choisies de Mao Zedong*, Paris: Éditions en Langues Étrangères, 2020, Vol. VIII, pp. 362-363.

tain nombre de porcs chaque année. Quand l'État a fixé le prix payé aux paysans pour le cochon et le prix de la nourriture pour les animaux, il a dû ajuster le prix de l'un des deux pour que les paysans puissent élever des porcs. Si le prix des porcs était trop bas et/ou si le prix des aliments était trop élevé, les paysans refuseraient tout simplement d'élever les porcs.

Pendant les premières années des communes populaires, après avoir payé des impôts à l'État, les membres de la commune consommaient une grande partie de la production et seuls les excédents étaient vendus à l'État. Avec les recettes provenant de leurs ventes, les équipes/brigades/communes ont acheté aux entreprises publiques les produits industriels dont elles avaient besoin pour la production et la consommation. Étant donné que peu de ce qu'ils produisaient était à vendre, la production marchande dans le secteur collectif était très limitée. Au fur et à mesure que les forces productives se sont développées, la production marchande dans le secteur collectif s'est accrue à la fois en termes absolus et par rapport à la production agricole totale. L'expansion de la production marchande dans le secteur collectif a présenté de nouveaux problèmes et de nouveaux défis. Comme notre analyse précédente l'a montré, les brigades et les communes qui étaient en mesure de bâtir des industries étaient très désireuses d'étendre leur production industrielle et de vendre leurs produits à des fins lucratives. Ces brigades et communes pop-

ulaires produisaient en effet des marchandises qui fonctionnaient selon la loi de la valeur. Cela signifiait que les brigades et les communes voulaient accélérer l'accumulation de capital en augmentant leurs investissements dans les entreprises les plus rentables. Elles n'ont pas apprécié les restrictions imposées à leur investissement par l'État.

De l'analyse ci-dessus, on peut voir qu'il y avait beaucoup de contradictions dans la société chinoise pendant la transition socialiste. Les contradictions existaient à l'intérieur des secteurs collectif et public, et elles existaient aussi entre les secteurs collectif et public. Cependant, selon Mao, il ne faut pas seulement regarder les aspects négatifs de ces contradictions, car les contradictions sont aussi les forces qui font avancer la société²⁰. Nous pouvons pleinement comprendre ce que Mao voulait dire quand nous étudions le développement de la société chinoise. Des contradictions existaient à chaque étape du développement de la société, et lorsque les contradictions ont été résolues avec succès, le développement est passé à une nouvelle étape. Cependant, vers le milieu des années 1970, le développement rapide des forces productives dans les campagnes et l'expansion de la production marchande dans le secteur collectif ont créé de nouvelles contradictions. Ces contradictions n'étaient pas antagonistes par nature et auraient pu être résolues avec succès, s'il n'y avait pas eu

²⁰ *ibid.*

une lutte politique féroce entre les forces de classe pro-socialistes et pro-capitalistes. Cependant, lorsque la santé de Mao s'est détériorée au milieu des années 1970, les forces de classe pro-socialistes ont manqué de direction dans leur lutte contre les forces pro-capitalistes pour mettre en œuvre des politiques appropriées pour résoudre les contradictions mentionnées précédemment. Ces contradictions sont plus tard passées de non-antagonistes à antagonistes. Cette transformation a aidé Deng dans la mise en œuvre de ses projets capitalistes.

Quand nous examinons les contradictions au sein des secteurs public et collectif et entre eux, nous pouvons voir que ces contradictions reflètent les différences dans les niveaux de développement au sein et entre les secteurs. Pendant la transition socialiste, plusieurs politiques importantes ont été conçues pour résoudre ces contradictions. Nous n'entrerons pas dans une discussion détaillée de toutes ces politiques, mais nous voulons en mentionner brièvement quelques-unes ici. Par exemple, les politiques de tarification, d'investissement et de taxation mentionnées plus haut étaient des politiques destinées à résoudre les contradictions entre le secteur public et le secteur collectif. Si la transition socialiste s'était poursuivie, ces politiques auraient contribué à faire avancer la mécanisation de l'agriculture. Dans ce cas, il aurait été possible de faire passer l'unité comptable de l'équipe à la brigade, puis au niveau de la commune populaire toute entière. Comme la brigade possédait de plus

en plus de grosses machines agricoles à utiliser pour toutes les équipes, chaque équipe de la brigade aurait été plus encline à abandonner sa plus petite unité de comptabilité. Lorsque la productivité du travail collectif devenait suffisamment élevée (valeur plus élevée de chaque point de travail) grâce à la mécanisation, les projets capitalistes, tels que les « Trois libertés et un contrat », devenaient une alternative moins attrayante pour les ménages paysans.

Cela ne veut pas dire que seuls ces éléments capitalistes ont eu des influences importantes en Chine pendant la transition socialiste. Au contraire, des éléments communistes, comme ce qui s'est passé à Dazhai et dans bien d'autres endroits, ont eu une influence considérable sur le développement de la Chine. Sous la direction de Chen Yongkuei, les habitants de Dazhai ont négligé leur propre intérêt à court terme et ont travaillé ensemble en tant que brigade à surmonter l'adversité naturelle la plus sévère pour atteindre une production élevée avec seulement des outils très primitifs (au début). Dans les années 1970, au cours de la campagne « Apprendre de Dazhai », de nombreuses autres brigades et communes populaires, dans un esprit de coopération et de travail acharné, ont accompli des travaux sur le terrain à grande échelle et ont construit des infrastructures. Leur travail acharné a changé très concrètement le paysage de la Chine rurale et ouvert la voie à une mécanisation accrue. Comme nous l'avons déjà dit, pendant la transi-

tion socialiste, les éléments communistes (comme Dazhai, Daqing et des dizaines de milliers d'autres exemples) et les éléments capitalistes (la production de la marchandise et la loi de la valeur) existaient en même temps.

La réforme de l'éducation pendant la Révolution Culturelle était un autre exemple de politiques conçues pour résoudre les contradictions de la société chinoise. Le système éducatif en Chine avait une longue tradition d'éducation d'un groupe réduit d'élites intellectuelles qui méprisait le travail physique. Après la révolution, bien que plus de jeunes issus de familles d'ouvriers et de paysans aient pu recevoir plus d'éducation et que beaucoup aient même eu la possibilité d'aller à l'université, la structure éducative de base était restée à peu près la même. Avant la Révolution culturelle, les universités continuaient à sélectionner les étudiants en fonction des résultats des examens d'entrée, et les diplômés des universités continuaient d'être un petit groupe d'élites (par rapport à la population totale) censés penser pour les ouvriers et les paysans. La division du travail au sein des usines reflétait ce vieux système d'éducation. Au cours de la Révolution culturelle, la réforme de l'enseignement supérieur a modifié les conditions d'admission à l'université afin que seuls les jeunes ayant travaillé dans les usines et/ou dans les fermes puissent être admis. En même temps, la collectivisation de l'agriculture élevait le niveau d'éducation dans les campagnes lorsque des collèges étaient établis

par les communes et que les départements construisaient des lycées. En outre, les jeunes des villes ont été envoyés à la campagne pour travailler avec les paysans, afin qu'ils puissent vivre la dure vie de 80% de la population chinoise. La réforme de l'éducation a aidé à combler le fossé éducatif entre les jeunes chinois. Il y a tellement d'autres aspects de la réforme de l'éducation dont nous ne pouvons pas voir dans les détails à ce stade.

Parmi les autres grandes politiques mises en œuvre pendant la transition socialiste de la Chine figurait la politique qui mettait l'accent sur l'auto-suffisance et les objectifs de développement à long terme. Ces objectifs ne pouvaient être poursuivis qu'avec la mise en œuvre de projets socialistes. Contrairement à ces objectifs, les programmes de réforme de Deng reposaient sur des capitaux étrangers. En conséquence, le développement de la Chine a perdu son autonomie et est de plus en plus sous le contrôle du capital monopoliste international. Les programmes de réforme de Deng se sont concentrés uniquement sur la maximisation des profits à court terme et ont totalement ignoré les conséquences négatives du développement capitaliste et la domination des capitaux étrangers à long terme.

5. LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Pendant la transition socialiste jusqu'à 1978, les forces de classe qui favorisaient la transition capitaliste n'ont jamais cessé d'essayer de mettre en

avant des projets capitalistes. Ces forces de classe ont souvent trouvé leurs représentants en position de pouvoir au sein du Parti Communiste Chinois. En Chine, les éléments pro-capitalistes au sein du Parti Communiste Chinois ont finalement pris le contrôle du Parti et de l'appareil d'État. La lutte de classe menée depuis le début de la République Populaire jusqu'à nos jours est révélée par la compétition entre les projets socialistes et capitalistes. Ce sont les éléments pro-capitalistes du Parti Communiste Chinois qui ont mis en avant les projets capitalistes. Les éléments de classe du PCC depuis sa formation méritent d'être soigneusement étudiés ailleurs. Nous essayerons ici de présenter simplement quelques-unes de nos observations. Ce qui suit n'est pas une étude approfondie du PCC.

A. La Direction du Parti Communiste Chinois et la Révolution de Nouvelle Démocratie

En premier lieu, la Révolution Chinoise menée par le Parti Communiste Chinois comprenait à la fois une révolution démocratique et une révolution socialiste. Lorsque Mao a écrit *La Démocratie Nouvelle* en 1940, il a expliqué la différence entre la nouvelle et la vieille révolution démocratique. La différence était que, même si les deux visaient à renverser le vieux féodalisme et son système de propriété terrienne, le but ultime de la révolution de nouvelle démocratie était d'atteindre le communisme. Par conséquent, seul le Parti Communiste Chinois,

en tant qu'avant-garde du prolétariat, pouvait mener la révolution à son terme.

La réforme agraire était le point principal du programme de la révolution démocratique de 1911 menée par Sun Yat-sen du Parti Nationaliste (KMT—Guomindang). Le but de cette (ancienne) révolution démocratique était seulement de détruire le féodalisme, et elle a fini par échouer. Une des principales raisons de son échec était que la Chine avait une bourgeoisie très faible qui ne pouvait pas fournir une direction nécessaire à la révolution démocratique. Le Parti Nationaliste, dirigé plus tard par Chiang Kai-shek, trahit la révolution en s'alliant avec la classe des propriétaires terriens et avec les capitaux étrangers. La reddition de Chiang à la classe des propriétaires terriens et au capital étranger ainsi que la corruption au sein du KMT, n'ont laissé aucun espoir à de nombreux jeunes intellectuels qui voulaient sincèrement réformer la Chine. La seule alternative restante pour ces jeunes patriotes était le Parti Communiste. Beaucoup d'entre eux ont rejoint le PCC. Pendant la guerre contre le Japon, de nombreux jeunes patriotes se sont rendus à Yen-an pour manifester leur soutien au PCC.

Cependant, de nombreux membres de la direction du Parti Communiste Chinois ne comprenaient pas entièrement ou n'étaient pas entièrement d'accord avec l'analyse de Mao sur la révolution de nouvelle démocratie.

Ils voyaient la révolution chinoise comme

divisée en deux phases distinctes : la phase démocratique et la phase socialiste. Certains membres du PCC (menés par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping) ont soutenu la première phase de la révolution mais se sont opposés à la seconde. Par conséquent, lorsque la réforme agraire a pris fin, ces membres du Parti Communiste ont vu cela comme une opportunité pour aller vers un développement plus poussé vers le capitalisme. Ainsi, ils ont soutenu la réforme agraire mais se sont fermement opposés au passage de la réforme agraire à la collectivisation de l'agriculture. Pour masquer leur opposition au projet socialiste, ils prétendaient que la collectivisation faisait trop évoluer les rapports de production en amont du développement des forces productives. Ils ont soutenu que les forces productives devaient être développées en premier, afin que la mécanisation vienne avant la collectivisation. (Cependant, comme nous l'avons expliqué auparavant, après la réforme agraire, la plupart des paysans ont eu du mal à réaliser une reproduction même simple, sans parler d'une reproduction élargie.) Ces membres du Parti ont continué à s'opposer à tous les projets socialistes dans les secteurs étatiques et collectifs en faisant passer leurs projets capitalistes.

Selon Mao, cependant, ces deux phases (démocratique et socialiste) de la révolution ne pouvaient et ne devaient pas être si clairement séparées. C'est pour cela que la révolution fut nommée "*de nouvelle* démocratie". Le but de la révolution de nouvelle démocratie est le communisme et, par

conséquent, elle est dirigée par le prolétariat, alors que le but de l'ancienne révolution démocratique était d'établir le capitalisme. Selon Mao, même s'il y avait deux phases dans la révolution de nouvelle démocratie, les deux phases ne devraient pas être traitées comme si elles étaient deux entités séparées. Le développement de la première phase est de préparer le développement de la deuxième phase. Le but de la lutte au cours de la première phase ne devrait pas être limité à l'accomplissement de la révolution démocratique, mais plutôt à poursuivre la lutte vers la révolution socialiste. Mao l'a clairement expliqué en critiquant l'interprétation de la Révolution Chinoise dans le *Manuel d'Économie Politique* soviétique. Le manuel disait que la nature de la Révolution Chinoise juste après la création de la République Populaire était démocratique. Mao a fait valoir,

“Pendant la guerre de libération, la Chine a résolu les tâches de la révolution démocratique ... il a fallu encore trois ans (après 1949) pour conclure la réforme agraire, mais au moment de la fondation de la République, nous avons immédiatement exproprié les entreprises capitalistes bureaucratiques – 80% des actifs fixes de notre industrie et de nos transports – et les avons converties en propriété du peuple tout entier.” Il a poursuivi : “Mais il serait faux de penser qu'après la libération du

pays tout entier, ‘la révolution à ses débuts n’a pour l’essentiel que le caractère d’une révolution démocratique bourgeoise et ne se développera que peu à peu en une révolution socialiste.’²¹

Cependant, certains dirigeants du PCC étaient en désaccord avec Mao. Dès le début, Liu et Deng avaient leur propre agenda pour un développement capitaliste.

B. Le Rôle du Parti Communiste dans une Société Post-Révolutionnaire

L’histoire nous montre que les partis marxistes-léninistes ont remporté de nombreuses victoires majeures au cours des 80 dernières années, en s’emparant du pouvoir d’État. Plusieurs exemples nous montrent que le Parti Communiste est l’avant-garde du prolétariat, organisant efficacement la classe ouvrière et les masses en vue de la lutte armée et de la prise du pouvoir d’État. Au moment des révolutions, le but de ces partis communistes était de développer d’abord une société socialiste et finalement une société communiste. Cependant, l’histoire nous montre aussi que dans un cas comme dans l’autre, à un moment donné après la prise du pouvoir par le Parti Communiste, le Parti s’est retourné contre les intérêts de classe du prolétariat et a changé la direction de la transition. Le Parti communiste chinois n’est pas une excep-

²¹ *ibid.* pp. 323-324.

tion. Nous ne cherchons pas à donner ici une analyse complète de la transformation du PCC après la révolution. Nous espérons plutôt clarifier certains points importants.

Dans chacune des révolutions passées, après la prise du pouvoir par le parti communiste, celui-ci a eu deux rôles : 1) rester au pouvoir et administrer l'appareil d'État, et 2) agir en tant qu'avant-garde du prolétariat. Ce sont les deux faces d'une contradiction. Le parti communiste doit rester au pouvoir pour agir en tant qu'avant-garde du prolétariat, mais le parti communiste doit également continuer à abandonner son pouvoir en tant qu'avant-garde du prolétariat. Pour de nombreuses raisons qui restent encore à découvrir, dans chaque pays qui est parvenu à la révolution, à un moment donné, le seul objectif du parti communiste est devenu de rester au pouvoir. Lorsque le parti communiste n'agit plus comme agent de changement, le lien entre le prolétariat et le parti communiste est rompu. Quand cela arrive, le parti communiste commence à utiliser la dictature du prolétariat pour justifier la dictature du parti communiste. Cependant, il y a un processus de développement qui mène jusqu'à ce point. L'expérience concrète de la Chine peut éclairer cette discussion.

Tout au long de cet article, nous avons essayé d'identifier les causes du révisionnisme en Chine. Nous croyons qu'en raison de la direction de Mao Zedong dans l'avancement de la théorie et de la pratique révolutionnaire, la Chine a fait quelques pas

de plus dans sa lutte contre le révisionnisme. Dès le début, Mao a eu un point de vue sur la société chinoise post-révolutionnaire et sur le rôle du Parti Communiste Chinois qui était très différent de celui de son principal adversaire, Liu Shaoqi. Après la nationalisation des moyens de production, Liu considérait la principale contradiction comme une lutte entre le « système socialiste avancé » (c'est-à-dire la propriété étatique des moyens de production) et les « forces productives arriérées de la société »²². Liu pensait qu'après le transfert légal de la propriété des moyens de production à l'État, le changement dans les relations de production était complet et la tâche principale du PCC devenait ainsi de développer les forces productives. D'autre part, Mao pensait que même si les moyens de production étaient transférés à l'État, les changements dans les relations de production étaient loin d'être achevés. De plus, il y avait aussi des problèmes dans la superstructure. Ces deux analyses fondamentalement différentes de la société chinoise se reflétaient dans la façon dont Mao et Liu voyaient le rôle du Parti Communiste Chinois.

Du point de vue de Liu, la tâche principale du PCC était de développer les forces productives. Il a estimé que le PCC devrait créer un environnement stable pour la croissance économique, et qu'il devrait s'appuyer sur l'expertise d'un petit nombre de technocrates chinois pour faire accomplir cette

²² *Résolution du Huitième Congrès du Parti Communiste Chinois*, 1966.

tâche. Cependant, et ce afin de garder un esprit communiste, les membres du PCC devaient se purifier en suivant quelques directives sur les bons codes moraux de comportement, selon les consignes du livre de Liu *Pour être un bon communiste*. De l'autre côté, Mao considérait l'enthousiasme des masses comme le principal moteur d'un véritable changement dans les relations de production et la superstructure. Davantage de changements dans les relations de production et dans la superstructure libéreraient les forces potentielles des masses. Mao a placé l'enthousiasme des masses plutôt que les connaissances techniques d'un petit groupe d'élite comme la clé pour faire avancer les relations de production et ainsi développer des forces productives. L'histoire a prouvé que Mao avait raison. De plus, Mao a vu que la crédibilité du PCC dépendait de son lien étroit avec les masses, et que les membres du PCC ne devraient pas devenir un groupe d'élite et se placer au-dessus des masses. Au lieu de cela, ils devaient se soumettre à la critique des masses.

En observant les différences entre ces deux points de vue, nous pouvons comprendre que Mao a vu le rôle du Parti Communiste Chinois comme étant celui d'agent de changement fondamental dans la société chinoise, alors que pour Liu, construire une Chine forte était la tâche principale du Parti Communiste Chinois. Bien sûr, il n'y avait aucun doute sur le fait que la Chine devrait être forte à la fois économiquement et militairement

pour pouvoir se défendre contre les impérialistes, mais l'argument était de savoir comment y parvenir et si la construction d'une Chine forte était le seul but. Pour revenir à notre point précédent, Mao n'a jamais pensé que le rôle du PCC était de se garder au pouvoir ; au contraire, le PCC devrait continuer à mener la transition vers le communisme, et ce n'est qu'ainsi qu'il pourrait être l'avant-garde du prolétariat.

C. La Base Matérielle de la Bureaucratie

Il y a également la question de la bureaucratie. Quiconque connaît le développement de la Chine depuis la révolution comprend que la bureaucratie est devenue un obstacle au changement. Pour faire quelque chose, il fallait passer par des couches et des couches de bureaucratie pour que cela soit approuvé. Par conséquent, la question de la bureaucratie et sa relation avec le PCC requièrent notre attention. Beaucoup ont blâmé le long passé féodal de la Chine comme étant la source du problème. Et bien sûr, nous aussi voyons l'influence de l'idéologie féodale sur les fonctionnaires du gouvernement et sur le peuple en général, mais après la prise du pouvoir par le Parti Communiste Chinois, il existait une nouvelle base matérielle qui soutenait cette idéologie arriérée. Il y a une différence entre l'attitude et le style de travail féodal des dirigeants et un réseau de bureaucratie construit sur une nouvelle base matérielle de pouvoir. Nous pouvons voir la dif-

férence en comparant la situation avant et après la prise du pouvoir par le PCC.

Pendant la guerre révolutionnaire, quand le PCC a conduit les paysans et les ouvriers à combattre le KMT et les Japonais, Mao a écrit des articles pour critiquer le style de direction des cadres. Mao a vu l'influence de la vieille idéologie, des vieilles coutumes et habitudes des cadres, et le problème de la bureaucratie. Il a également vu que la nouvelle direction du PCC devait passer par des changements fondamentaux et drastiques dans ses relations avec les masses. Mao a souligné à plusieurs reprises qu'il était important pour les cadres de comprendre les masses, d'apprendre des masses et de se préoccuper du bien-être des masses. Au cours des décennies de la guerre révolutionnaire, nous avons assisté à la naissance d'une nouvelle génération de cadres, radicalement différente des anciens fonctionnaires corrompus du KMT. Ces cadres avaient des principes et étaient fortement disciplinés. Beaucoup d'entre eux venaient des rangs des ouvriers et des paysans et ont entretenu des liens étroits avec les travailleurs, les amenant à la révolution. L'ancienne idéologie féodale, les habitudes et les coutumes influençaient ces cadres, mais ils étaient capables de changer leur mode de pensée et leur vision du monde par la critique et l'autocritique.

Pendant la guerre révolutionnaire, la survie et l'expansion du PCC dépendaient de ses relations étroites avec les masses. Mao a dit que les sol-

dat révolutionnaires étaient comme des poissons et que les masses étaient comme de l'eau – et les poissons avaient besoin d'eau pour nager et survivre. En effet, les paysans ont protégé les soldats de la Huitième Armée de Route des attaques du KMT, et ils ont fourni aux soldats du grain et d'autres produits de première nécessité. Les paysans savaient que ces soldats venaient d'eux et se battaient pour leur libération. Ce n'est qu'avec le soutien des masses que les communistes ont pu mener la guérilla et gagner la révolution.

Après avoir pris le pouvoir en 1949, le PCC a établi la République Populaire de Chine, qui a confisqué le capital bureaucratique du KMT et a nationalisé 80% des actifs de production dans l'industrie, l'exploitation minière, le transport et la communication. Le nouveau gouvernement devait compter sur les dizaines de milliers de bureaucrates pour s'occuper des opérations quotidiennes de gestion du pays. Le réseau administratif comprenait différents niveaux de bureaucratie d'État, des ministères, des bureaux, des départements, etc. Sous la direction des cadres du parti, les unités administratives devaient utiliser de nombreux anciens fonctionnaires du KMT connus pour leur corruption et leur abus de pouvoir. Les masses connaissaient depuis longtemps leur corruption et avaient un fort ressentiment envers ces fonctionnaires. En outre, au début des années 50, des cas de corruption et de gaspillage ont été signalés parmi les hauts responsables du Parti. Mao était très

inquiète parce que, selon lui, si cela était permis, les fonctionnaires du Parti qui venaient de goûter au pouvoir réel pourraient facilement devenir de nouveaux bureaucrates qui abuseraient de leur pouvoir. Le PCC avait un tel prestige que ses membres pouvaient jouir d'autant de privilèges que ceux qui avaient pris le pouvoir et établi de nouvelles dynasties lors de la période féodale de la Chine. C'est à ce moment-là que le PCC sous la direction de Mao a initié la Campagne des Trois-Anti, puis des Cinq-Anti. (Nous expliquerons ces campagnes plus en détail dans la section D ci-dessous.) Les Campagnes des Trois-Anti et des Cinq-Anti étaient significatives non seulement parce qu'une purge totale était nécessaire, mais aussi parce que de telles campagnes étaient des tentatives d'établir des liens entre le PCC et les masses.

Pendant la révolution, l'écrasante majorité des gens qui avaient choisi de rejoindre le PCC n'étaient pas motivés par leurs propres intérêts. Il n'y avait aucun gain personnel à rejoindre le Parti, et plus le rang était haut, plus il y avait de responsabilités et de sacrifices. La situation après 1949 a complètement changé. La position d'une personne au sein du Parti déterminait le véritable pouvoir de la position occupée dans l'appareil d'État. L'appareil d'État avait le pouvoir politique, économique et militaire. Le pouvoir économique de l'État dans une économie planifiée signifie un contrôle presque total des ressources économiques par les administrateurs de l'État. La Commission d'État

pour la Planification avait le pouvoir de diriger les ressources matérielles et humaines vers différents secteurs de l'économie ainsi qu'au sein d'un secteur de l'économie. La commission de planification était responsable du fonds d'accumulation, qui était en fait la plus-value. L'autorité d'approprier la plus-value signifiait le pouvoir de déterminer où l'investissement et la reproduction élargie devaient avoir lieu. Les dirigeants d'entreprises contrôlaient les ressources à une échelle plus petite mais néanmoins substantielle. Ainsi, le pouvoir économique était un pouvoir politique et militaire.

En outre, le PCC a choisi ses propres cadres pour occuper les postes de cadres de l'appareil d'État. Il existait un lien étroit entre les hauts cadres du parti/responsables du parti et les hauts fonctionnaires de l'État. Ce système de filiation fonctionnait par auto-reproduction. En fait, l'appareil d'État, le PCC et le système de cadres avaient une relation de soutien mutuel et de dépendance.

Avant et après 1949, les cadres du PCC étaient influencés par une vieille idéologie, de vieilles coutumes du passé féodal, mais la différence était qu'après 1949, les cadres du parti et les fonctionnaires l'État étaient en position de pouvoir ; ils avaient une nouvelle base matérielle pour construire un nouveau système de bureaucratie. Par conséquent, nous ne pouvons pas simplement blâmer le passé féodal pour le problème de la bureaucratie. Après 1949, le Parti Communiste Chinois ne dépendait plus (du moins à court

terme) du soutien des masses ; au lieu de cela, ils avaient le pouvoir de contrôler les masses. Nous voulons souligner ici que nous ne voulons pas dire que le PCC n'a pas bien utilisé ce pouvoir pendant la période de transition socialiste entre 1949 et 1978. Au contraire, le PCC a bien utilisé ce pouvoir et a conduit la Chine dans sa transition vers le socialisme. Les archives montrent que seulement une très petite minorité de fonctionnaires gouvernementaux du parti ont abusé de leur pouvoir. Cependant, le lien entre le PCC et la base du pouvoir existait objectivement, même si la majorité des cadres restaient encore fortement disciplinés et guidés par des principes. Par conséquent, le danger potentiel était définitivement là, sauf si ce pouvoir pouvait être contrôlé d'une manière ou d'une autre. Cela montre pourquoi les mouvements de masse préconisés et dirigés par Mao étaient si importants.

D. Le Mouvement de Masse – La Stratégie de Mao pour le Changement

Sous la direction de Mao Zedong, la Chine a vécu une expérience unique pendant la transition socialiste : le PCC a parrainé une série de mouvements de masse entre 1949 et 1978. Tous les changements majeurs durant cette période étaient accompagnés de mouvements de masse. Chaque mouvement de masse reflétait la principale contradiction dans la société chinoise de l'époque, et chaque mouvement était un processus pour résoudre cette contradiction. Lorsque le PCC a mobilisé

les masses dans des mouvements pour résoudre les contradictions, il a agi comme un agent du changement continu dans la société en transformation.

Plus tôt, nous avons décrit le mouvement de masse au cours de la réforme agraire et comment ce mouvement a changé la population paysanne chinoise. Dans la dernière section, nous avons expliqué la signification des Campagnes des Trois-Anti et des Cinq-Anti (de novembre 1951 à mars 1952). La Campagne des Trois-Antis ciblait la corruption, le gaspillage et la bureaucratie. Le mouvement a mobilisé les fonctionnaires du gouvernement à tous les niveaux et les masses populaires dans de nombreuses villes pour exposer la corruption et d'autres formes de concussion. Ceux qui ont commis des crimes furent dûment punis en fonction de la gravité de leurs crimes. Parmi les personnes sanctionnées figuraient deux responsables de haut niveau du parti qui ont détourné de grandes quantités de fonds publics en prenant d'importants pots-de-vin sur les contrats de construction et sur d'autres transactions. Malgré leurs positions élevées et leurs contributions antérieures durant la révolution, ils n'ont reçu aucune protection de la part du gouvernement et ont été mis à mort l'un comme l'autre.²³

La corruption publique ne pouvant se passer sans la participation de capitalistes privés, la Campagne des Trois-Anti a également dénoncé la

²³ Bo Yibo, *Mes Mémoires de Nombreuses Décisions Politiques Importantes*, Vol. I (en chinois), Éditions du Parti communiste Chinois, 1991, pp. 148-151.

collaboration entre les fonctionnaires du gouvernement et le secteur privé pour le vol de biens publics et d'autres crimes économiques. Certains capitalistes privés ont profité de l'occasion offerte par la guerre de Corée pour faire des profits illégaux en trichant sur leurs contrats avec le gouvernement ; ils ont réussi à corrompre des fonctionnaires du gouvernement pour obtenir ce qu'ils voulaient. Immédiatement après la Campagne des Trois-Anti, le Parti a lancé la Campagne des Cinq-Anti et a ciblé la corruption, l'évasion fiscale, le vol de biens d'État, la fraude sur les contrats gouvernementaux et le vol d'informations économiques²⁴. Ces campagnes étaient nécessaires et tombaient à point nommé pour rompre avec le passé, vu que les capitaux privés allaient bientôt rejoindre les entreprises d'État, exigeant une coopération plus étroite entre les bureaucrates d'État et les capitalistes privés. À ce stade, la contradiction entre le peuple chinois et les fonctionnaires et les capitalistes corrompus qui ne respectaient pas les lois de l'État était la principale contradiction. Il n'était pas possible de procéder à la nationalisation tant que cette contradiction n'était pas résolue.

En plus du mouvement de masse, Mao a également vu la relation de ligne de masse comme un moyen de maintenir le lien entre le Parti et les masses. La ligne de masse a souligné l'importance des opinions exprimées par les masses lors

²⁴ *ibid.*

de la mise en œuvre des politiques les concernant. Il a également mis l'accent sur la participation des masses à l'élaboration de ces politiques. En Chine, à travers la pratique de la ligne de masse, de nouveaux liens entre l'autorité et les masses ont été établis. Par exemple, ces liens comptaient des méthodes telles que les « trois hauts et trois bas » et « partir des masses pour revenir aux masses ». Ces méthodes ont souligné l'importance des idées et des opinions émanant des masses. Ils étaient des moyens pratiques de solliciter et d'articuler les opinions et les idées des masses à travers une communication de va-et-vient entre les autorités et les masses. Une autre méthode consistait à réaliser des projets expérimentaux pour tester la faisabilité de certaines politiques. Les projets expérimentaux étaient aussi des moyens de tester ce que les masses voulaient et quels problèmes elles éprouvaient. Pour rester en contact étroit avec les masses, les cadres ont également été encouragés à rester avec eux pour des durées variables. Cela s'appelait le "*Dun Dian*". Au cours des "*Dun Dian*" les cadres pourraient faire des observations de première main sur place et mener des enquêtes approfondies. Les résultats ainsi obtenus aideraient le PCC dans ses analyses de la société et dans la détermination de la principale contradiction à l'époque. Des politiques pourraient alors être formulées pour la résoudre. Grâce à ces moyens de communication, il était possible de savoir si une politique avait le soutien des masses, et donc la base matérielle du succès. En

réalité, cependant, la pratique de la ligne de masse ne correspondait en rien à l'idéal tel que décrit. Au lieu de solliciter des opinions et des idées auprès des masses, les cadres se voyaient parfois comme exécutant des ordres d'en haut. Ce genre d'attitude et de pratique des cadres a mis des barrières dans la communication entre les autorités et les masses et a promu le commandisme et la bureaucratie.

Que les cadres aient ou non suivi la ligne de masse pouvait être testé dans les mouvements de masse. Les mouvements de masse offraient un forum ouvert où les masses pouvaient exprimer leurs opinions et leur mécontentement, critiquant les membres du parti pour tout acte répréhensible et tout abus de pouvoir. La participation à des mouvements de masse a éveillé la conscience des ouvriers et des paysans et généré une nouvelle idéologie. Toutes les grandes politiques mises en œuvre pendant la transition socialiste ont été accompagnées de mouvements de masse, où de nouvelles idées ont été propagées et où des questions importantes ont été débattues. Si de telles politiques favorisaient effectivement les intérêts des masses, les masses finissaient par les adopter. Les mouvements de masse menés au préalable fournissaient l'occasion au gouvernement de demander la validation de ses politiques par les masses. Les politiques ainsi validées avaient de meilleures chances de réussir. Les mouvements de masse ont également suscité l'enthousiasme des masses et dynamisé ceux qui étaient en faveur de ces politiques.

Nous considérons que les mouvements de masse soutenus par le parti au pouvoir sont inhabituels, car l'autorité craint généralement non seulement que de tels mouvements finissent dans le chaos, mais aussi qu'une action de masse puisse cibler les autorités elles-mêmes. En outre, nous croyons que les mouvements de masse dans le passé étaient les seules forces d'opposition qui ont défié la concentration du pouvoir dans l'appareil d'État (et du Parti) ainsi que la rigidité structurelle du système bureaucratique de la Chine. Pendant les mouvements de masse, les cadres ont été soumis à la critique des masses et ont été forcés de réformer leur style de gestion bureaucratique. Dans une large mesure, l'abus de pouvoir était contenu. Cependant, avant la Révolution culturelle, tous les mouvements de masse étaient sponsorisés et organisés par le PCC. Ce n'est que pendant la Révolution culturelle que les jeunes étudiants et les masses ont commencé à s'organiser d'eux-mêmes. Au lieu de demander au PCC de donner des directives au mouvement, de nombreuses initiatives sont venues d'en bas au niveau local. C'est au cours de la Révolution Culturelle que « prendre le pouvoir » a été mentionnée pour la première fois. Des slogans tels que « faire la révolution n'est pas un crime, on a raison de se révolter » ont été largement diffusés. Ce changement d'orientation était très important parce que c'était un aveu ouvert, pour la première fois, que les masses avaient le droit de défier ceux qui étaient au pouvoir. Il était vrai que ce ferment révo-

lutionnaire créait un certain chaos et que certaines personnes étaient injustement punies. Cependant, il était très important que les masses apprennent de cette expérience qu'elles pourraient défier non seulement des fonctionnaires corrompus dans le gouvernement ils le faisaient mais aussi les décisions prises par le Comité Central du PCC. L'image divine du PCC, qui ne pouvait faire de mal, fut ainsi brisée. Pendant la Révolution culturelle, des tentatives ont été faites pour trouver une alternative à la structure de pouvoir existante. Un exemple était la création de comités révolutionnaires pour gérer les usines et autres fonctions administratives. Pour des raisons qui restent encore à analyser, ces tentatives ont échoué. Lorsque nous évaluons la Révolution Culturelle du point de vue du prolétariat, ce que la Révolution Culturelle a accompli l'a emporté sur ce qu'elle n'a pas réussi à accomplir. Comme l'a dit Mao, "Il faudra beaucoup d'autres révolutions culturelles pour accomplir cette tâche". Par conséquent, la révolution continue.

Depuis que Deng et ses partisans se sont emparés du pouvoir en 1979, ils ont résolument mis de l'avant un ensemble de projets qui s'intégraient bien dans le cadre général de la réforme. Les réformateurs ont mené à bien des projets, tous de nature capitaliste, par l'adoption de lois et la publication de décrets et d'ordres administratifs. En 1979, les réformateurs ont amendé la Charte et aboli le droit de grève des travailleurs et le droit à la liberté d'expression (voir plus haut). Plus tard,

les réformateurs ont adopté la loi sur le travail sous contrat pour abolir légalement le système d'emploi permanent dans les entreprises d'État²⁵. Tous les programmes de réforme de Deng ont été exécutés en imposant des actions légales (ou illégales) aux masses. Les réformateurs interdisaient tout mouvement de masse. La réforme de Deng a créé beaucoup de nouvelles contradictions dans la société chinoise, et surtout, la contradiction entre les bureaucrates du parti et les masses s'est distinguée comme la principale. Sans mouvement de masse, ces contradictions n'avaient aucun moyen d'expression, ce qui signifie aucune résolution. Au printemps de 1989, ces contradictions ont atteint un tel sommet que les étudiants ont commencé à manifester dans les grandes villes chinoises. Des millions de citoyens se sont également joints pour exprimer leur mécontentement et faire entendre leurs plaintes. Le peuple chinois a suivi la longue tradition d'utiliser les mouvements de masse pour exprimer son mécontentement. La seule différence, cette fois, était qu'il l'ait fait spontanément sans le soutien du Parti. Lorsque le régime chinois actuel a décidé qu'une telle confrontation directe ne pouvait plus être tolérée, ils y ont envoyé des troupes et y ont mis fin avec le massacre de Tiananmen du 4 juin. Maintenant, sept ans après le massacre, l'abus

²⁵ Voir Deng-yuan Hsu et Pao-yu Ching, *Réforme du travail – Mao contre Liu—Deng*, dans *La Pensée Mao Zedong Vit* (en anglais), vol. I, pp. 183-213, Center for Social Studies and New Road Publications, 1995.

de pouvoir et de privilèges des bureaucrates, qui était la cible principale de la manifestation, a non seulement continué mais est devenu encore plus excessif. Même si la propagande dans les journaux a annoncé à maintes reprises que ceux qui commettent des crimes économiques seraient dûment punis par la loi, le peuple chinois sait bien que seuls ceux qui ont commis des petits crimes ont été persécutés parce que les coupables n'avaient pas le soutien de leurs supérieurs. D'autre part, de nombreux cas de corruption impliquant le détournement de milliards (de yuan) de fonds publics ont été dissimulés, parce que les coupables dans ces cas avaient des liens avec des hauts fonctionnaires du PCC. Sans mouvement de masse, il n'y a aucun moyen d'exposer les crimes commis par ces hauts fonctionnaires.

Nous pensons que ceux qui possèdent le pouvoir ont des occasions de s'enrichir en suivant le régime actuel. Cette opportunité existait objectivement par le passé malgré le fait que beaucoup de cadres acceptaient l'idéologie de « servir le peuple » ou de « servir leur pays », et qu'ils méprisaient l'idée de « s'enrichir ». En fin de compte, la position sociale objective était plus importante que la croyance personnelle. Avant le début de la réforme, la tendance à convertir cette concentration de pouvoir en quelque chose d'utile pour ses détenteurs existait déjà. La réforme de Deng a donné le feu vert à ces détenteurs de pouvoir. Sa réforme de la législation a légitimé la conversion de la propriété

d'état en capital bureaucratique. Après la réforme, les bureaucrates aux niveaux national et provincial ne contrôlaient plus seulement la plus-value ; ils l'ont utilisé pour développer leur capital bureaucratique. Ainsi, ces bureaucrates sont, en fait, devenus la classe exploiteuse. Rétrospectivement, quand Mao a désigné une petite poignée de membres du parti de haut rang comme cibles pendant la Révolution Culturelle, il a pu le faire délibérément comme tactique pour isoler les hauts dirigeants du camp de Liu-Deng.

E. De Nouvelles Forces Révolutionnaires peuvent-elles être Réanimées au sein du Parti Communiste Chinois ?

Avant d'aborder cette question, nous devons faire un bref résumé des quatre observations que nous avons faites sur le PCC ci-dessus et les relier aux analyses globales de ce document. Il semble clair qu'à la fin de la réforme agraire, les hauts dirigeants du PCC se sont divisés sur la direction que la Chine devrait prendre pour développer sa société. Au sein du PCC, Mao et ses partisans ont choisi le socialisme comme objectif de la transition de la Chine, tandis que Liu, Deng et leurs partisans ont choisi le capitalisme comme objectif de la transition de la Chine. Rétrospectivement, il semble clair que la majorité des principaux dirigeants du PCC ne comprenaient pas complètement le sens de la transition socialiste ou ce qu'il faudrait faire pour atteindre le socialisme. Quand Liu et Deng

ont fait avancer leurs projets capitalistes, ils les ont déguisés comme meilleur moyen d'atteindre le socialisme, parce qu'ils prétendaient que ces projets développeraient des forces productives plus rapidement. Selon leur logique, le développement le plus rapide des forces productives aiderait à construire une Chine forte pour défendre le socialisme. Comme nous l'avons dit plus tôt, beaucoup de dirigeants communistes ont rejoint la révolution parce qu'ils considéraient le PCC comme le seul espoir de survie de la Chine. Ainsi, l'idée d'une Chine forte les attirait beaucoup. La majorité des membres de base du parti ont fait confiance à la direction de Mao et ont suivi les politiques du PCC dans la réforme agraire et dans le mouvement de collectivisation qui a suivi.

Tout au long de la longue et dure lutte lors de la guerre révolutionnaire, les ouvriers et les paysans ont fait confiance au PCC et à son chef, Mao Zedong. Leur confiance était double : premièrement, le PCC était de leur côté ; deuxièmement, le PCC avait la bonne stratégie pour les mener vers leur libération. Cette confiance a duré après la mise en place du gouvernement populaire en 1949.

Ils ont choisi de suivre la direction du PCC dans la construction d'un pays socialiste. Cependant, ils ne se sont pas rendus compte, jusqu'à la Révolution Culturelle, que les hauts dirigeants du PCC étaient divisés entre eux.

Pendant la transition socialiste, les projets socialistes ont profité aux ouvriers et à la majorité

des paysans et ont été mis en œuvre avec leur soutien. Le PCC sous la direction de Mao a soutenu les mouvements de masse pour solliciter le soutien des ouvriers et des paysans. La stratégie de l'alliance ouvrier-paysan de Mao a permis de consolider leur soutien envers la ligne prolétarienne. Nous pensons que la ligne prolétarienne dominait de 1949 à 1978 non pas parce que la majorité des hauts responsables du PCC la soutenait, mais parce que Mao et un petit mais fort groupe de ses partisans au sein de la haute direction du PCC ainsi que la majorité des membres du parti de base ont continué à solliciter les masses pour avoir leurs soutiens pour les projets socialistes. Si cela est juste, alors il est douteux que nous puissions dire que pendant la transition socialiste il y avait une dictature du prolétariat. Au cours de cette période, Liu et Deng ont maintes fois réussi à faire avancer leurs projets capitalistes avec leurs partisans au sein du PCC (également minoritaire), pour ensuite voir leurs projets brisés par des mouvements de masse.

Plus tôt, nous avons discuté dans notre analyse du développement de la bureaucratie en Chine de la nouvelle base matérielle de la bureaucratie après la prise du pouvoir par le PCC. Les membres du parti de haut rang, qui étaient aussi des cadres de haut niveau et des administrateurs en chef dans l'appareil d'État, détenaient un pouvoir énorme depuis le début de la République Populaire. Jusqu'en 1978, leur puissance était limitée, dans une large mesure, par les mouvements de masse récurrents. La

majorité des chefs du Parti n'ont pas abusé de leur pouvoir. En tant que groupe et avec l'aide des cadres moyens et inférieurs, ils ont beaucoup contribué à la gestion du pays et à la gestion de la production. Cependant, leurs perspectives furent limitées à cause de leur position de fonctionnaires d'État ayant du pouvoir entre leurs mains. Ils croyaient accomplir leur devoir au socialisme en gérant le pays en douceur, en gardant la production dans les entreprises d'État, et en faisant un bon travail en assurant l'approvisionnement en nourriture et autres nécessités de la vie. Leur idée du socialisme était qu'une fois les moyens de production transférés à l'État et aux collectivités, la transition vers le socialisme était complète. Ils ont souvent manqué de compréhension sur la nécessité de poursuivre le changement. Ils ont donc joué un rôle important dans le maintien du statu quo et dans la perpétuation d'une hiérarchie de fonctionnaires à différents niveaux de gouvernement. De plus, ils ont souvent résisté au changement s'ils voyaient ces changements menacer leur base de pouvoir. Pendant la Révolution Culturelle, certains d'entre eux ont été critiqués pour leur manque de coopération dans la mise en œuvre de nouvelles politiques. On disait qu'ils se « coucheraient et joueraient aux morts » pour s'opposer à la mise en œuvre de politiques qu'ils n'aimaient pas. Mao a également critiqué les hauts fonctionnaires du Ministère de la Santé Publique pour être devenus semblables aux anciens mandarins qui étaient déconnectés des problèmes

concernant la santé publique de la population en général.

C'est la Révolution Culturelle qui a mis en évidence la ligne prolétarienne et la ligne bourgeoise. La majorité des ouvriers et des paysans et les membres de base du parti commençaient tout juste à comprendre la différence entre les projets socialistes mis en avant par Mao à travers des mouvements de masse et les projets capitalistes poussés par Liu et Deng d'en haut. Au cours des 16 ans de la réforme de Deng, la majorité des ouvriers et des paysans, à travers leurs luttes continues contre les projets capitalistes imposés par les réformateurs, ont compris davantage la véritable nature de la réforme de Deng et ont mieux apprécié ce qu'ils ont perdu. Cela devient flagrant quand on observe l'amour et le respect qu'ils ont exprimé envers Mao ces dernières années.

Il semble maintenant clair avec le recul qu'au cours de la Révolution Culturelle, Mao était minoritaire dans la direction du PCC. Comme nous l'avons dit plus tôt, la Révolution Culturelle a tenté de trouver une alternative à la structure du pouvoir qui existait au sein du PCC et dans l'appareil d'État, mais elle n'a pas réussi. À mesure que progressait la Révolution Culturelle, la majorité des membres du parti de haut rang voyaient leur base de pouvoir menacée et ne l'appuyaient donc pas. Il semble également maintenant clair que la réforme de Deng depuis 1979 avait le soutien de l'élite de haut rang du PCC. Au début de la réforme de Deng,

des membres de haut rang du Parti qui étaient sur la ligne prolétarienne (comme par exemple Chen Yong-gui) ont été expulsés du PCC. Le soutien de Deng est venu d'une coalition de différents groupes qui ont trouvé un intérêt commun dans les projets capitalistes de la réforme de Deng. Ce n'est qu'avec leur soutien que la réforme de Deng, clairement opposée aux intérêts des ouvriers et des paysans, a pu aller aussi loin. Cette coalition a profité des contradictions qui se sont développées au milieu des années 1970 et a sollicité le soutien de ceux qui bénéficieraient de la mise en œuvre de projets capitalistes. Au cours des 16 années de la réforme de Deng, les contradictions au sein de la société chinoise se sont aiguisées. La contradiction principale est maintenant entre les larges masses et les hauts fonctionnaires corrompus/les fonctionnaires du gouvernement qui s'enrichissent en volant le peuple et en vendant les intérêts de la Chine au capital monopoliste étranger. Au cours de la mise en place de la réforme de Deng, des différences se sont développées dans la coalition qui a soutenu Deng. A la droite de Deng se trouvaient ceux qui ne pensaient pas que sa réforme était assez profonde ou assez rapide pour transformer la Chine en un pays capitaliste. Ils ont profité du mécontentement des étudiants et des masses pour exprimer leur mécontentement en 1989, sans succès. Au cours des dernières années, lorsque la réforme de Deng a rencontré des difficultés insurmontables, les élites du parti à la gauche de Deng ont com-

mencé à exprimer leurs préoccupations. Ces élites du Parti ont vu le danger de la détérioration continue de la réputation et l'influence du PCC. D'une part, ils ont réalisé que le PCC a perdu le soutien des larges masses ; d'autre part, ils ont vu qu'alors que la propriété privée et les entreprises avec des capitaux étrangers continuaient d'augmenter, la nouvelle classe capitaliste émergente exigeait une représentation politique. Ainsi, ils craignaient que le PCC ne suive le destin du Parti Communiste de l'ex-Union soviétique et fasse face à une éventuelle disparition. Il semble probable qu'après la mort de Deng, ce groupe puisse prendre le contrôle du PCC. Si c'est le cas, il pourrait instituer des politiques qui annuleraient une partie de la réforme de Deng et nettoieraient en partie la corruption. Cependant, il semble improbable que ce groupe d'élites du Parti renverse la transition du capitalisme vers le socialisme et fasse suffisamment confiance aux masses pour les impliquer dans ce changement fondamental.

Ceci dit, nous ne nions pas qu'au sein du PCC, il reste de nombreux membres qui croient encore au socialisme et voient le mal que les réformes de Deng ont fait à la Chine. Cependant, ces membres du parti n'ont pas été en mesure de s'opposer à ces réformes. Ce qu'ils seront capables de faire à l'avenir reste à voir. En outre, au cours des 16 dernières années, le PCC a recruté un grand nombre de nouveaux membres qui n'ont aucun intérêt au socialisme

et n'ont rejoint le PCC qu'à des fins d'autopromotion. Ces membres du PCC joueront également un rôle dans son développement futur.

Chapitre 3.

CONCLUSION

Dans cet essai, nous avons présenté notre analyse de la transition socialiste en Chine et le revirement de cette transition du socialisme au capitalisme. Notre analyse est basée sur les expériences concrètes de la Chine ces quarante dernières années. Nous avons cité ce que Lénine a déclaré au sujet du chemin vers le socialisme plus tôt dans cet essai. Il a dit : « Nous ne prétendons pas que Marx ou les marxistes connaissent sous tous ses aspects concrets le chemin du socialisme. Ce serait absurde. Nous connaissons l'orientation de ce chemin, nous savons quelles forces de classe y conduisent, mais ce qu'il est concrètement, pratiquement, c'est l'expérience de millions d'hommes qui le montrera, quand ils se mettront à l'œuvre. » Au cours des 80 dernières années, des milliers de millions de personnes ont pris la responsabilité de faire progresser leur société vers le socialisme. Malheureusement, la première série de tentatives pour construire le socialisme a échoué. Nous devons apprendre de leurs expériences précieuses, car des milliers de millions reprendront cette tâche à l'avenir. Le socialisme n'a pas échoué, parce que nous n'avons pas encore franchi son seuil.

TABEAU 1: ÉVOLUTION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS

	1957	1978
Investissement agricole en pourcentage de l'investissement total de l'État	7.8 (a)	12.5 (b)
Investissement dans les industries d'intrants agricoles en pourcentage de l'investissement dans l'industrie lourde	3.0 (a)	11.1 (b)
Taxes agricoles en pourcentage du total des taxes de l'État	19.2	5.5
en pourcentage des recettes totales de l'État	9.6	2.5
Dépenses de l'État pour l'agriculture en pourcentage des dépenses totales de l'État	7.4 (a)	12.6 (c)
Termes de l'échange pour le secteur agricole (1950 = 100)	130.4	188.8

(a) Pour la période 1963-57.

(b) Pour la période 1976-78.

(c) Pour la période 1976-77.

Source: Nicholas R. Lardy. *L'Agriculture dans le Développement Économique Moderne de la Chine*, Cambridge University Press, 1983, pp. 130-131; *Annuaire statistique de la Chine*, 1983, pp. 445-447; Xi Yi, *Le Problème de la Tarification sous le Socialisme*, (publié en chinois, Beijing, *China's Finance and Economic Publishers*, 1982, p. 76.)

TABEAU 2: PROGRÈS DES NIVEAUX DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

	Unité
Zone labourée par tracteur en % de la superficie totale cultivée	10,000 ha
Zone d'irrigation de 10000 ha en% de la superficie totale cultivée	
Superficie irriguée en % de la superficie irriguée totale	10,000 ha
Engrais chimique appliqué par kilo/ha	10,000 ha
Petites centrales hydroélectriques en zone rurale	en nombre
Capacité de production	10,000 kw
Consommation d'électricité par ha	en mil. kwh w

1952	1957	1965	1979
13.6 0.1	263.6 2.4	1,557.9 15.0	4,221.9 42.2
1,995.9 18.5	2,733.9 24.4	3,305.5 31.9	4,500.3 45.2
31.7 1.6	120.2 4.4	809.3 24.5	2,532.1 56.3
7.8 0.7	37.3 3.3	194.2 18.7	1,086.3 109.2
9	544	n.a.	83,224
0.8	2.0	n.a.	76.3
50 1.3	140 3.8	3,710 284.1	28,270

Source: *Annuaire statistique de la Chine*, 1983, p. 197, et *Annuaire économique de la Chine*, 1981 (en chinois), VI, p. 13.

Éditions en Langues Étrangères

Collection Classiques en couleurs

- 1. Cours de base de marxisme-léninisme-maoïsme**
PCI (maoïste)
- 2. Les courants philosophiques dans le mouvement féministe**
Anuradha Ghandy
- 4. La nécessité communiste**
J. Moufawad-Paul
- 8. Stratégie pour la libération de la Palestine**
FPLP
- 10. Notre guerre populaire et ses particularités**
José Maria Sison
- 11. Repenser le socialisme: Qu'est ce que la transition socialiste ?**
Deng-yuan Hsu & Pao-yu Ching
- 14. Perspectives urbaines**
PCI (maoïste)
- 15. Cinq essais philosophiques**
Mao Zedong
- 18. Huit documents historiques**
Charu Mazumdar
- 20. Introduction aux principes de base du marxisme-léninisme**
José Maria Sison
- 21. Pour une analyse scientifique de la question gay**
Groupe d'étude de Los Angeles
- 22. Guide du militant – Araling Aktibista**
PADEPA
- 23. Pédagogie de la Gouvernance**
Les Advocators
- 24. Critique constructive**
Vicki Legion

Collection Fondations

- 1. Des principes du léninisme**
J. Staline
- 2. Travail salarié et capital & Salaire, prix et profit**
Karl Marx
- 3. Réforme sociale ou révolution**
Rosa Luxembourg
- 5. L'État et la révolution**
V. I. Lénine
- 8. Le Manifeste du Parti communiste & Les principes du communisme**
Karl Marx et Friedrich Engels
- 12. L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État**
Friedrich Engels
- 13. La question du logement**
Friedrich Engels